

### RÉFORMES ÉCONOMIQUES

# L'Algérie a franchi des étapes «importantes»

*Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu hier dimanche à Alger, l'administrateur représentant la circonscription à laquelle appartient l'Algérie au niveau du Conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale (BM), Sayed Tauqir Hussain Shah. Le ministre Faïd a précisé que l'Algérie a franchi des étapes «importantes» dans son processus de réformes, en adoptant, durant ces derniers mois, des lois clé sur, entre autres, les finances publiques, l'investissement, la monnaie et les banques, les marchés publics ainsi que la comptabilité publique. P 3*



### MARCHÉ DU GAZ

## Plaidoyer pour un rapprochement OPEP+ et GECF

Le 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qu'abritera Alger du 29 février au 2 mars, est indispensable dans le contexte géopolitique mondial actuel et des menaces qui pèsent sur l'approvisionnement, a souligné Nordine Ait-Laoussine, expert international et ex-ministre de l'Energie, plaidant pour un « rapprochement stratégique » entre l'alliance de l'OPEP+ et les pays du Forum qui possèdent 70% des réserves mondiales de gaz.

P 4

### INVESTISSEMENT

## 104 projets étrangers enregistrés à l'AAPI



Pas moins de 104 projets étrangers en partenariats ou IDE sont enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI). Une centaine d'autres projets sont au stade d'intension d'investissement, notamment avec la mise en place de la plateforme numérique de l'investisseur (foncier économique), a annoncé le DG de l'Agence, Omar Rekkache.

P 3

### DEMANDE DE FINANCEMENT EN LIGNE

## La BDL lance une plateforme numérique

La Banque de développement local (BDL) a lancé une plateforme numérique dédiée à la demande de financement en ligne pour plus de transparence et de flexibilité, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué. Destinée à la clientèle de la banque, professionnels, particuliers et sociétés, la plateforme permettra de contracter des financements de façon simple et rapide via le site de la banque [www.bdl.dz](http://www.bdl.dz) ou bien à travers l'application mobile DIGITBDL disponibles 24h/24 et 7j/7, précise le communiqué.

P 16

**Afrika**<sup>®</sup>  
**AgroFood**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

20 > 23 MAI 2024

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

**SIPSA**<sup>®</sup>  
**FILAHA**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

**DJAZAUA**<sup>®</sup>  
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &  
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

SALON NATIONAL DE  
L'AUTOMOBILE**Près de 200.000  
visiteurs  
enregistrés**

Près de 200.000 visiteurs ont été enregistrés au Salon national de l'automobile et ses accessoires « Bahia-Auto », dans sa première édition qui s'est clôturée, samedi au Palais des expositions de M'dina J'dida à Oran. Le représentant de la société « Event-Pro », organisatrice de cette manifestation, Mounir Betraoui, a indiqué que cette édition a été marquée par une « affluence record » de visiteurs, dont le nombre a avoisiné les 200.000 personnes, venues de plusieurs régions du pays, soulignant que le Salon a été marqué par des « remises exceptionnelles » consenties par les concessionnaires sur les prix des voitures et les coûts des assurances. Il a affirmé, également, que cette édition du salon a vu la participation de 7 marques européennes et asiatiques et 40 entités industrielles opérant dans le domaine de la fabrication des pièces de rechange. Le salon a été marqué, notamment, a-t-il souligné, par des prix compétitifs, par la qualité des produits proposés et surtout la livraison rapide des véhicules, en particulier les véhicules utilitaires. Il a fait savoir, dans ce cadre, que les prix proposés par les concessionnaires présents au Salon oscillaient entre 1,9 million de dinars et 4,5 millions de dinars.

## PRODUITS HALIEUTIQUES

**L'Algérie exporte annuellement de près de 5.000 tonnes**

*L'Algérie exporte, annuellement, une moyenne de 5.000 tonnes de produits halieutiques, a déclaré à Oran un responsable au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques.*

Par Slimane T

Lors de la présentation d'un exposé sur les activités de ses services, au cours d'une séance de travail avec la délégation vénézuélienne consacrée aux perspectives de promotion du partenariat avec les opérateurs de ce pays latino-américain, en marge de la 9ème édition du Salon national de la pêche et de l'aquaculture (SIPA), le directeur du Contrôle des produits de la pêche et des produits aquacoles et de la régulation du marché, M. Hantour Abderrahmane, a souligné que l'Algérie exporte pas moins de 5.000 tonnes de produits de la pêche vers des pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Il a précisé, à ce propos, que l'Algérie exporte le thon rouge, expédié à l'état vivant aux fermes aquacoles d'élevage de Tunisie, de Turquie et de Malte, outre le poulpe et la crevette, qui sont exportés vers d'autres pays

européens, ainsi que du poisson conditionné vers des pays arabes et africains. D'ailleurs, il est prévu le lancement d'un projet pour l'enrichissement du thon rouge. Des fermes seront créées pour engraisser localement son quota de ce poisson au lieu de l'exporter tel quel, ce qui créerait de la valeur ajoutée et des revenus supplémentaires en devises. Un kilogramme de thon rouge est cédé à 13 dollars. A ce propos, le ministre a mis en exergue les études techniques avancées liées à l'enrichissement du thon, signalant que ce projet nécessite une grande maîtrise sur le plan technique, notamment en ce qui concerne la nutrition. M. Badani a aussi informé que le quota de l'Algérie du thon rouge est estimé cette année à 2.023 tonnes (contre 1.650 tonnes l'année dernière), alors que son exportation a permis de réaliser des revenus s'élevant à 35 millions de dollars. Il a ainsi affirmé que l'Algérie œuvra lors de la prochaine réunion de la

Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, prévue en 2025, pour l'augmentation de son quota. Le même responsable a précisé à l'APS que des préparatifs sont en cours pour l'exportation de crustacés vers le marché italien, indiquant à ce sujet que des négociations sont en cours avec l'association italienne des entreprises spécialisées dans les ressources halieutiques ayant pris part à la 9ème édition du SIPA, dont la clôture aura dimanche soir au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed". L'Algérie veut augmenter sa production halieutique, en développant de nouvelles activités et créneaux dans le domaine de la pêche. En effet, dans sa stratégie à l'horizon 2030, le gouvernement table sur la pêche en haute mer et l'aquaculture pour atteindre son objectif ambitieux, à savoir une production annuelle de 200 000 tonnes.

"EL-MOUGGAR-2024"

**Tindouf prête à abriter la manifestation économique**

Toutes les dispositions d'organisation ont été prises par la wilaya de Tindouf pour abriter la 12ème édition de la manifestation économique internationale "El-Mouggarr-2024" prévue du 22 au 27 février courant dans la wilaya, à l'initiative de l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX), a-t-on appris samedi de la direction

locale du commerce et de la promotion des exportations (DCPE). Coïncidant cette année avec le lancement des projets prometteurs de développement dans la région, à savoir le mégaprojet industriel d'exploitation du gisement de Gara-Djebilet et la ligne ferroviaire, cette manifestation devra connaître une forte participation des entreprises économiques

nationales et étrangères et des promoteurs économiques et commerciaux algériens aux côtés de leurs homologues africains, a indiqué le DCPE, Karim Kadi. Cette rencontre économique devra être mise à profit par les participants pour promouvoir les produits algériens exportables, tisser de nouvelles relations commerciales et conclure des conventions de partenariats et d'investissement

entre les participants, algériens et africains. Organisée en coordination avec les services de la wilaya de Tindouf, cette manifestation, retenue au titre de la stratégie de l'Etat tendant à booster les efforts de développement économique et la diversification des revenus du pays, constitue un espace idoine pour consolider la position

économique du pays en Afrique, dont les pays du Sahel, à la faveur de la commercialisation des produits algériens sur le marché africain. La manifestation permettra de hisser la wilaya de Tindouf au rang de pôle économique et commercial par excellence et d'impulser la dynamique commerciale dans la région, a conclu le DCEP.

BLUEHACK SIPA 2024

**Cinq lauréats au Hackathon des solutions innovantes dans le domaine de l'économie bleue**

Les lauréats du Hackathon des solutions innovantes dans le domaine de l'économie bleue, organisé dans le cadre du 9e Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2024) ont été primés samedi. La cérémonie de remise des prix a été présidée par le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani, en présence du président du Haut commissariat de la langue arabe, Salah Belaïd, et du représentant du ministère de la Numérisation et des Startups, et le président de l'accélérateur des startups "Algeria Venture" Sid-Ali Zerrouki. Cinq projets innovants dans les domaines de la pêche, l'aquaculture, la construction navale, la biotech-

nologie et la gestion des déchets, ont été primés. Le premier, "Marine Arc", concerne la conception d'un chalutier pour une exploitation optimale en haute mer, mettant l'accent sur l'efficacité, la sécurité et la durabilité dans le respect des normes environnementales. Le deuxième, "Aqua Plus", est un projet sur une aquaculture durable et respectueuse de l'environnement, intégrant le concept d'économie circulaire pour une production alimentaire biologique sans déchets, tout au long de l'année. Le troisième projet "Marine Association" est une conception d'un engin marin radiocommandé de dépollution, conçu pour nettoyer les ports de la pollution plastique, offrant

une solution efficace et pratique pour préserver les eaux maritimes. Le quatrième projet "Biological Farm Alkiram" est celui d'une start-up biotechnologique spécialisée dans la culture de micro-algues pour diverses industries, offrant des solutions innovantes pour la nourriture, les compléments alimentaires et les produits cosmétiques. Le cinquième projet primé "Hydrogenamic" propose des solutions écologiques pour l'industrie maritime, avec un carburant à base d'hydrogène et des pratiques durables pour réduire la pollution et préserver les écosystèmes marins. Le "BlueHack SIPA 2024", est un hackathon des solutions innovantes dans le domaine de l'économie

bleue, organisé par le ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques en collaboration avec le Programme Economie bleue (un programme initié dans le cadre du partenariat entre le même ministère et l'Union Européenne), a fait savoir la chargée de communication du programme Economie Bleue, Leila Hamadouche, en marge de la cérémonie. Intitulé "BlueHack SIPA 2024", ce hackathon a fait l'objet d'un appel à candidature national autour de cinq thématiques, à savoir la pêche, l'aquaculture, le génie maritime et l'architecture navale, la biotechnologie marine et la pollution marine, a-t-elle ajouté, notant qu'une centaine de candidatures a été réceptionnée.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554**Gérant**  
Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication  
Radji Zahir**Siège social**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005  
00170000003889 09**Impression**  
Centre : SIA**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz



## RÉFORMES ÉCONOMIQUES

**L'Algérie a franchi des étapes «importantes»**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu hier dimanche à Alger, l'administrateur représentant la circonscription à laquelle appartient l'Algérie au niveau du Conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale (BM), Sayed Tauqir Hussain Shah.

Par Sirine R.

Les défis économiques et sociaux de l'Algérie et de la région ont été évoqués lors de cette rencontre, indique le ministère dans un communiqué. Cette rencontre «s'inscrit dans le cadre d'une recherche d'une compréhension approfondie par M. Shah (de nationalité pakistanaise), du contexte économique et social de l'Algérie et des défis auxquels est confronté notre pays et les pays de la région», précise la même source.

Au cours de leurs échanges, le ministre des Finances a fait part à son interlocuteur de «l'engagement résolu de l'Algérie dans un programme de réformes économiques ambitieux», qui visent principalement à «promouvoir un développement économique durable et inclusif, centré sur le développement humain».

Ces réformes s'articulent, a-t-il souligné, autour de plusieurs axes stratégiques visant le lancement et la mise en œuvre d'initiatives ayant pour principal objectif «l'amélioration de la gouvernance économique et la consolidation des fondements d'une croissance économique solide, durable et inclusive».

Dans ce sens, M. Faïd a précisé que l'Algérie a franchi des étapes «importantes» dans son processus de réformes, en adoptant, durant ces derniers mois, des lois clé sur, entre autres, les finances publiques, l'investissement, la monnaie et les banques, les marchés publics ainsi que la comptabilité publique.

Ces textes réformateurs, a-t-il poursuivi, «témoignent de l'engagement de l'Algérie à créer un environnement économique propice à la croissance et à l'investissement productif, tout en renforçant la transparence et la stabilité financière».

Sur un autre plan, M. Faïd a mis en avant l'importance accordée par l'Algérie à la gestion des risques climatiques, reconnaissant leur impact considérable sur le développement socio-économique, à travers une meilleure résilience et l'adoption de stratégies d'adaptation, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau, ce qui s'est traduit par un important programme d'investissement pour desserrer la contrainte du stress hydrique à travers, notamment, la réalisation de nouvelles stations de dessalements d'eau de mer.

De plus, l'Algérie s'engage activement dans la transition vers les énergies renouvelables, contribuant ainsi à lutter contre le changement climatique, tout en démontrant son engagement «ferme» en faveur d'un développement durable et respectueux de l'environnement, ajoute-t-il.

Au plan régional, le ministre des Finances a indiqué que l'Algérie accorde une grande importance aux défis auxquels font face les pays du continent africain et plus particulièrement ceux du Sahel. Outre des opérations récurrentes s'inscrivant dans un élan de solidarité avec ces pays, l'Algérie œuvre pour la promotion d'un certain nombre de projets régionaux intégrateurs et à fort impact sur le développement

(route transsaharienne, dorsale de fibre optique, gazoduc, liaisons routières...). Il a exhorté, à cette occasion, son interlocuteur pour que la Banque mondiale, au même titre que les autres banques multilatérales de développement, puisse intensifier sa collaboration avec les pays du continent. De son côté, M. Shah «a félicité l'Algérie pour sa vision, ses performances et sa réactivité qui lui ont permis de maintenir une trajectoire de croissance stable et ce, en dépit des impacts engendrés par les multiples crises qu'a connu le monde, notamment avec l'avènement de la pandémie du Covid-19», selon la même source.

L'Algérie qui pourrait, selon M. Shah, partager son «expérience réussie» en matière de gestion des crises est «invitée à participer comme leader à la prochaine réunion du Caucus africain, dans la mesure où l'ensemble de ses réformes engagées s'alignent parfaitement avec la vision de la Banque mondiale».

En termes de coopération, M. Shah a pris acte des besoins exprimés par le ministre des Finances en faveur d'une collaboration renforcée, notamment dans les domaines du partage de connaissances, du renforcement des capacités, et du soutien technique. «Ces échanges ouvrent la voie à des transferts de savoir dans des domaines clés où la Banque mondiale dispose d'un avantage comparatif et d'une expertise avérée, renforçant ainsi les bases d'une coopération entre les deux parties», est-il souligné dans le communiqué.

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Lancement du concours national «Un étudiant-une startup»**

Le coup d'envoi de la 2e édition du concours national «un étudiant-une startup», organisé par l'Organisation nationale des étudiants libres (ONEL) pour faire de l'Université un levier de l'économie nationale, a été donné samedi à Alger. La cérémonie s'est déroulée en présence de représentants du Gouvernement, d'instances officielles et d'entreprises économiques.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président de la Commission nationale de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir, a affirmé que ce concours visait à «contribuer à la vulgarisation de la culture de l'entrepreneuriat en milieu universitaire», ajoutant qu'elle s'inscrivait «dans le cadre des efforts du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour bâtir une Université de quatrième génération basée sur la qualité de l'enseignement, la recherche scientifique et l'innovation et connectée à son environnement».

La stratégie du ministère relative à «un diplôme, une startup» et «un diplôme, un brevet» a permis la réalisation de 6.000 projets, dont 405 labellisés «projet innovant», avec 1.400 demandes de brevet d'invention enregistrées et 186 filiales créées. De son côté, le secrétaire général de l'ONEL, Riad Boukhebla, a souligné que «le concours a pour objectif d'aider les étudiants à créer leurs propres entreprises et de contribuer ainsi à la création d'emplois». Le concours est destiné aux étudiants et chercheurs inscrits dans les universités algériennes, ainsi qu'aux étudiants de la communauté nationale à l'étranger et aux étudiants étrangers en Algérie.

R. E.

## INVESTISSEMENT

**104 projets étrangers enregistrés à l'AAPI**

Pas moins de 104 projets étrangers en partenariats ou IDE sont enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI). Une centaine d'autres projets sont au stade d'intension d'investissement, notamment avec la mise en place de la plateforme numérique de l'investisseur (foncier économique), a annoncé le DG de l'Agence, Omar Rekkache. Ceci témoigne sur l'amélioration du climat des affaires en Algérie. Pour ce qui est du nombre de projets à l'AAPI, il s'élève à 5.615, dont 30% sont en cours de réalisation, précise-t-il dans une déclaration à la radio nationale.

L'AAPI a notifié des intentions d'investissement, dont le montant dépasse les 13 milliards de dollars, notamment dans les domaines des mines et de l'industrie. Les discussions sont à un stade «très avancé». Rekkache a annoncé que des géants de l'industrie Malaisienne, une société russe et deux firmes chinoises ont exprimé leur souhait d'investir en Algérie, principale-

ment dans l'industrie de l'acier et de l'aluminium. L'orientation du foncier économique, a-t-il fait observer, se fera en fonction de la nature du projet. «L'Etat a le droit d'orienter le foncier vers des projets qui s'inscrivent dans des secteurs prioritaires», a-t-il précisé. Il soulignera que la priorité sera accordée aux projets à forte valeur ajoutée et pourvoyeurs d'emplois durables. La capacité financière des opérateurs constitue également l'un des principaux critères d'éligibilité au foncier économique, a-t-il dit. «Nous encourageons les opérateurs qui ont une capacité financière à développer leur investissement et aller vers l'exportation», a-t-il poursuivi. A l'en croire, la démarche vise à consolider la diversification économique et favoriser tous les projets dont la vocation est de valoriser les ressources locales.

Sur un autre registre, le DG de l'AAPI a déclaré qu'un fort engouement des opérateurs économiques est enregistré depuis le lancement, il y a une semaine, de la plateforme

numérique du foncier économique. En effet, selon les derniers chiffres arrêtés samedi matin, 172 dossiers de demande de foncier ont été validés, un nombre appelé à augmenter rapidement dans les prochains jours.

Il a fait savoir que des assiettes foncières sont disponibles, ce qui peut répondre aux attentes des opérateurs, notamment à moyen terme, soit d'ici à la fin 2025. Rekkache a indiqué que l'administration domaniale a livré trois listes de fonciers disponibles dont la première contient 425 assiettes d'une superficie de 223 ha, la deuxième, 155 assiettes avec 322 ha et la dernière a trait au foncier récupéré, représentant des actifs non exploités d'entreprises économiques. À cela s'ajoutent, une importante superficie a été récupérée de l'actif qui était auparavant géré par le groupe public Divendus. «Au niveau de 20 wilayas, nous avons enregistré 3.713 ha. Cette disponibilité va faire l'objet d'un assainissement sur tous les plans, notamment

du point de vue juridique pour la régularité du foncier», a-t-il avancé.

Évoquant les offres mises sur la plateforme numérique, l'invité de la radio a affirmé que l'AAPI procède progressivement pour toucher l'ensemble des wilayas. Actuellement, l'offre mise à la disponibilité des opérateurs concerne 19 wilayas. «Même dans ces wilayas, nous n'avons pas affiché tout le portefeuille disponible», a-t-il fait observer en donnant l'exemple de Bejaïa où il a été récéncé 135 fonciers disponibles parmi lesquels seulement 35 ont été introduits dans ladite plateforme. Selon lui, cette démarche permet aux opérateurs de mieux préparer leur demande d'obtention de foncier. Il a précisé que l'octroi du foncier répond à des exigences préalablement établies. «Il ne suffit pas de déposer une demande, mais de présenter un projet mûr accompagné de toutes les études y afférentes, notamment d'ordre technico-économique», a-t-il conclu.

S. R.

ACCUEIL DES  
DÉLÉGATIONS AU GECF**Le ministre du  
Tourisme  
inspecte l'hôtel  
Mercure à  
Alger**

Le ministre du Tourisme et de l'Industrie traditionnelle, Mokhtar Didouche, a visité l'hôtel Mercure de la capitale. Selon un communiqué du ministère, la visite du ministre à l'hôtel est venue déterminer si l'infrastructure est prête à accueillir les délégations participant au 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz, qui se tiendra en Algérie du 29 février au 2 mars 2024. Le ministre a ordonné aux responsables de l'hôtel de prendre toutes les mesures nécessaires pour offrir des conditions appropriées et des services haut de gamme pour recevoir les hôtes de l'Algérie.

A cette occasion M. Didouche a souligné la nécessité de mettre en valeur le potentiel touristique de l'Algérie à travers l'art de la cuisine algérienne et l'habillement traditionnel, ainsi que d'œuvrer à la valorisation des produits de l'artisanat.

R. E.

## MARCHÉ DU GAZ

**Plaidoyer pour un  
rapprochement OPEP+ et GECF**

Le 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qu'abritera Alger du 29 février au 2 mars, est indispensable dans le contexte géopolitique mondial actuel et des menaces qui pèsent sur l'approvisionnement, a souligné Nordine Ait-Laoussine, expert international et ex-ministre de l'Energie, plaidant pour un « rapprochement stratégique » entre l'alliance de l'OPEP+ et les pays du Forum qui possèdent 70% des réserves mondiales de gaz.

Par R. E.

« Ce sommet est devenu indispensable compte tenu du contexte géopolitique actuel, des menaces qui pèsent sur l'approvisionnement énergétique mondial à long terme, suite à la réduction des exportations russes, et de l'importance grandissante du gaz naturel dans la couverture des besoins à l'échelle de la planète », a-t-il indiqué dans un entretien accordé à l'APS.

Notant que la tenue de cette réunion reflétait une volonté de renforcer l'action du GECF pour protéger les intérêts des pays exportateurs et de favoriser l'expansion du gaz naturel, M. Ait-Laoussine a mis en exergue le poids considérable du GECF dans l'industrie gazière mondiale, puisque ce groupe contrôle 70% des réserves prouvées-récupérables de gaz et contribue pour plus de 50% des échanges internationaux de cette ressource.

Le Sommet verra, en effet, la participation des chefs d'Etat, de ministres et de hauts responsa-

bles des 12 pays membres, (Algérie, Bolivie, Egypte, Guinée Equatoriale, Iran, Libye, Nigéria, Qatar, Russie, Trinité-et-Tobago, Emirats arabes unis et Venezuela) ainsi que 7 pays observateurs (Angola, Azerbaïdjan, Irak, Malaisie, Mauritanie, Mozambique, et Pérou).

Pour l'ancien ministre, l'enjeu de cette réunion pour l'Algérie est clair: assurer le succès du sommet, ce qui profitera à l'Algérie, un « acteur très impliqué dans le développement du gaz naturel et dans son commerce à l'international ».

Aussi, l'Algérie « dispose d'une expérience prouvée dans le développement de l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL), dans la réalisation de gazoducs en mer profonde et dans la conception d'un contrat équilibré de vente à long terme dont l'ossature est toujours en vigueur aujourd'hui », indique-t-il.

Pour une refondation des relations exportateurs-importateurs

Interrogé d'autre part sur les résultats attendus du sommet, qui doit être sanctionné par la Déclaration d'Alger, M. Ait-Laoussine a indiqué

que « l'accord devrait souligner que l'alliance OPEP+ et le GECF ont des objectifs communs qui nécessitent un rapprochement stratégique ». Les pays du GECF sont dans la quasi totalité de l'hémisphère Sud et « sont, à juste titre, tous préoccupés par le souci de consolider la place du gaz ». De ce fait, estime l'expert, avec la nouvelle donne gazière qui réserve désormais une bonne place au gaz naturel dans les programmes de lutte contre le réchauffement climatique, par rapport aux autres énergies fossiles, « le moment paraît propice à une refondation des relations commerciales entre exportateurs et importateurs de gaz naturel. Le GECF doit monter au créneau ».

Actuellement, soutient M. Ait-Laoussine, le forum doit exercer, en pratique, davantage d'influence sur le marché « dont les conditions sont, en fait, essentiellement marquées par l'évolution du prix du pétrole (dominé par l'OPEP), avec une indexation partiellement ou totalement basée sur les prix publiés par les +hubs+ pétroliers dans les marchés libres ».

UNIVERSITÉ SAAD DAHLAB (BLIDA)

**Ouverture d'un centre de développement  
de l'entrepreneuriat**

Un centre de développement de l'entrepreneuriat a été ouvert, samedi, à l'université Saad Dahlab de Blida, en vue d'assurer l'accompagnement et la formation des porteurs de projets, a-t-on appris auprès de la présidente de cette structure, le Pr. Guasmia Lahchem. La création de ce centre à l'Université Saad Dahlab, qui dispose également d'un incubateur

d'entreprises, s'inscrit dans le cadre du programme national de renforcement de l'esprit d'entrepreneuriat et de l'innovation en milieu universitaire. Il vise à assurer un accompagnement et une formation aux universitaires pour la mise en œuvre de leurs idées, leur développement et leur incarnation en startups. Selon la même responsable, ce nouveau centre assurera des sessions

de formations au profit des étudiants porteurs d'idées, axées notamment sur le marketing et la comptabilité, avec un encadrement assuré par une équipe d'enseignants universitaires spécialisés dans le domaine de l'entrepreneuriat, en plus de représentants de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE). Présent sur place, le représentant de

l'ANADE, El-Hani Lanai, a fait part du lancement, samedi, de la première session de formation d'une durée de 15 jours, au profit d'un groupe d'étudiants universitaires désireux créer des micro-entreprises, lesquels bénéficieront notamment de cours théoriques concernant le volet juridique de la création d'une micro-entreprise et des conditions exigées pour bénéficier du soutien

de ce dispositif. Appelée à être suivie par d'autres sessions similaires, cette formation donnera également lieu à la présentation de précédentes expériences d'étudiants ayant créé des entreprises privées, qui ont contribué au soutien de l'économie locale et à la création de postes d'emplois, afin d'en tirer les enseignements nécessaires, selon la même responsable.

UNIVERSITÉS DE L'OUEST

**Plus de 3.400 étudiants inscrits dans le cadre  
du mécanisme 1275**

Le Coordonnateur régional Ouest de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Djelloul Zidane, a annoncé, samedi à Oran, que 3.400 étudiants de différentes structures universitaires de l'Ouest du pays se sont inscrits, depuis la rentrée universitaire en cours, dans le cadre du mécanisme 1275 relatif au dispositif "diplôme-start-up/diplôme-brevet d'invention". M. Zidane a déclaré à la presse, en marge de la cérémonie officielle de lancement de la formation des étudiants au Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de

l'Université d'Oran-2, que ce nombre représente plus que le double de celui réalisé tout au long de l'année 2023, où 1.600 étudiants étaient inscrits, "conséquence des efforts considérables déployés en matière de sensibilisation et d'accompagnement permanent pour relever ce défi". Plusieurs opérations de sensibilisation ont été organisées au niveau de 32 CDE dans les universités et écoles de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, tous pleinement impliqués dans cette décision 1275, selon le même responsable. A cet égard, il a donné l'exemple de l'Université de Tindouf, qui n'avait enregistré aucune demande, l'année dernière, dans le cadre du mécanisme 1275, et qui a enregistré, cette année,

plus de 15 étudiants, ce qui est considéré comme "très positif". Il a indiqué que cet arrêté ministériel (1275) constitue une étape pour activer l'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire de l'université une locomotive de l'économie nationale, qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation des objectifs des hautes autorités de l'Etat pour la mise en place d'un climat propice à la création d'une génération d'entrepreneurs universitaires compétents et à la contribution à la croissance économique de l'Algérie.

Pour ce qui est des CDE de la ville universitaire d'Oran, M. Djelloul Zidane a indiqué qu'ils sont au nombre

de 7, avec 4 encadreurs pour chaque CDE, afin d'assurer la formation pour 15 à 20 étudiants.

Il a souligné, à ce titre, que la formation, qui a débuté ce samedi et qui s'étalera sur 15 jours, porte principalement sur l'idée du projet, les méthodes de communication et de négociation, la réalisation du business model (BMC), les tableaux techniques et économiques, le marketing électronique, l'intelligence artificielle et autres. Il sera question également de former les étudiants sur l'obtention des Labels "Projet innovant" et "Startup", les procédures administratives et réglementaires de création d'une startup et l'obtention d'un brevet de la propriété industrielle et intellectuelle.

LE MAE ESPAGNOL ATTENDU AUJOURD'HUI À ALGER

# Vers un dégel des relations ?

Selon des médias espagnols, le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, entame une visite officielle en Algérie, dès aujourd'hui lundi, à l'invitation du ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. Le ministère espagnol des Affaires étrangères tentera, lors de cette visite, de concrétiser la fin de la crise qui a éclaté en mars 2022 entre l'Algérie et l'Espagne.

Par Réda Hadi

Les mêmes sources, soulignent qu'Albares a plaidé en faveur du fait que «l'Espagne n'a pris aucune mesure affectant l'Algérie ou les citoyens algériens», appelant au dialogue, à la réorientation des relations diplomatiques et à l'établissement de relations avec l'Algérie. À l'époque, l'Algérie avait décidé de rappeler son ambassadeur en Espagne pour protester contre le soutien apporté par le gouvernement espagnol, dirigé par le Premier ministre Pedro Sanchez, au plan du Maroc concernant le Sahara occidental. L'Algérie a alors, décidé de suspendre l'application de l'accord de coopération et de bon voisinage avec le Royaume d'Espagne, ce qui a causé de lourdes pertes aux entreprises espagnoles et les a poussées à exercer des pressions sur leur gouvernement pour rétablir les relations avec l'Algérie et reconsidérer son soutien au Maroc.

Quelques semaines plus tard, Alger, ne se contentant pas de rappeler son ambassadeur et de lancer moult mesures économiques – augmentation du prix à l'export du gaz, suspension de lignes aériennes, blocages des importations d'Espagne –, est revenu à la charge après la confirmation de la position espagnole par Sanchez devant le Parlement, en suspendant la Traité d'amitié de bon voisinage et de coopération avec Madrid.

Depuis, les retombées économiques de cette rupture n'ont cessé de peser sur la relation bilatérale avec une baisse de plus de 80 % des exportations espagnoles vers l'Algérie. Des centaines d'entreprises espagnoles ont été violemment affectées par ces mesures de rétention, sans oublier les désagréments humains pour cause de rareté des liaisons aériennes entre les deux pays.

Retour de situation, fin septembre 2023, lors de la 77e Assemblée générale de l'ONU, Pedro Sanchez a demandé lors de son discours que l'on parvienne, dans le dossier du Sahara occidental, à «une solution politique mutuellement acceptable dans le cadre de la Charte des Nations unies et des résolutions du Conseil de sécurité», tout en précisant que l'Espagne continue de soutenir «le travail fondamental de l'envoyé spécial de l'ONU». Une attitude perçue à Alger comme un rétropédalage, d'autant que Sanchez a évité de rappeler à l'ONU son précédent positionnement pour la solution marocaine.

C'est d'ailleurs lors de ce même événement à l'ONU que des contacts entre parties algérienne et espagnole ont été établis, selon Djamel Eddine Bouabdallah, président du Cercle de commerce et d'industrie algéro-espagnol (CCIAE). « Il y a eu des contacts entre les deux parties en septembre à New York en marge de



l'Assemblée générale des Nations unies. Il y a eu une entente sur un retour progressif des relations entre l'Algérie et l'Espagne », confie Djamel Eddine Bouabdallah à des médias nationaux. Depuis, d'autres signes d'apaisement ont marqué ce début de retour à la normale, comme la visite, fin octobre, à Alger, du patron du géant pétrolier et gazier espagnol Naturgy, Francisco Reynés, qui a été reçu par le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi. Il est annoncé également le retour progressif des liaisons aériennes – le vol Alger-Palma a été rouvert début octobre.

Sur le plan politique, de nouvelles séquences seront enclenchées après l'aval de Madrid du nouvel ambassadeur Abdelfattah Daghmoum, notamment la reprise des réunions techniques, puis politiques à différents niveaux et des échanges de visites officielles, pour aboutir « à moyen terme » selon des sources, à la relance du Traité d'amitié.

Pour rappel, le gel des opérations bancaires entre les deux pays a entraîné un manque à ga-

gner de 487 millions d'euros pour l'Espagne en seulement quatre mois. Ce qui a mis l'Espagne dans une position inconfortable. Alors cette visite du Ministre espagnol des AE devrait raffermir ce traité mis en sourdine, et sceller une nouvelle coopération. Selon des sources espagnoles, M. Albares dont la dernière visite en Algérie remonte à décembre 2021, devrait avoir des entretiens en tête-à-tête avec Attaf avant d'être reçu par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. Il devra également rencontrer des entrepreneurs algériens et des professeurs de langue espagnole de l'université Alger 2. Toujours selon les mêmes sources, le déplacement à Alger du chef de la diplomatie espagnole intervient également dans un contexte de bouleversements dans la région du Sahel et de la poursuite de l'agression israélienne contre la population civile palestinienne à Gaza. Ces deux dossiers brûlant de l'actualité internationale devraient être également au cœur des entretiens entre Attaf et Albares.

LARBAOUI REÇOIT L'AMBASSADEUR DU VIETNAM EN ALGÉRIE

## Promouvoir la coopération entre les deux pays à des niveaux supérieurs

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, dimanche au Palais du gouvernement (Alger), l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam en Algérie, M. Tran Quoc Khanh, indique un communiqué des

services du Premier ministre. Les entretiens ont porté sur « les relations historiques d'amitié et de solidarité existant entre l'Algérie et le Vietnam », a précisé la même source, ajoutant que les deux parties ont passé

en revue « les progrès réalisés dans la mise en œuvre des résultats de la Commission mixte, tenue en octobre 2023, notamment dans les domaines économique, de l'investissement, social et culturel ».

Les deux parties ont affiché « leur volonté commune de promouvoir la coopération entre les deux pays à des niveaux supérieurs et à de plus larges perspectives », conclut le communiqué.

LARBAOUI REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA TURQUIE

## Parachever les projets de coopération et de partenariat

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadeur de la République de Turquie en Algérie, M. Muhammet Mucahit Kucukyilmaz, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Lors de l'audience qui s'est déroulée au Palais du gouvernement, les deux parties « se sont félicitées des relations privilégiées existant entre les deux

pays frères et ont passé en revue les différents aspects de la coopération bilatérale, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des résultats de la 2e session du Conseil de coopération de haut niveau entre les deux pays, tenue à Alger en novembre 2023, sous la présidence des dirigeants des deux pays, en vue d'aller de l'avant dans la concrétisation de la vision stratégique des relations bilatérales, définie par le prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan », précise la même source. Les deux parties ont également affiché « leur volonté commune de poursuivre le renforcement de la coopération entre les deux pays dans divers domaines, et le parachèvement des projets et des activités de coopération et de partenariat inscrits à

l'agenda de coopération bilatérale », note le communiqué. Elles ont, en outre, relevé « avec satisfaction, la convergence de vues sur les questions d'intérêt commun, notamment en ce qui concerne la cause palestinienne », condamnant, à ce propos, « l'agression brutale, le génocide et le déplacement forcé que subit le peuple palestinien frère de la part de l'occupation israélienne », conclut le communiqué.

ALGÉRIE- RUSSIE  
**Le libre-échange boostera davantage les relations**

Le libre-échange entre l'Algérie et la Russie «ajoutera une dynamique supplémentaire aux relations bilatérales et renforcera un partenariat mutuellement bénéfique», estime auprès de Sputnik l'expert algérien Mourad Kaouachi.

Alors que Moscou vient d'inviter Alger à entamer des négociations sur la création d'une zone de libre-échange, cela donnera un coup de bite aux relations économiques des deux pays, avance l'enseignant universitaire. Selon lui, l'Algérie souhaite adopter l'expérience russe dans les domaines de l'industrie automobile et aéronautique, la construction navale, l'exploitation minière et la production céréalière. En retour, Alger peut faciliter l'entrée de Moscou sur le marché africain, «extrêmement prometteur».

Actuellement, «les relations commerciales et économiques entre les pays ne sont pas au même niveau que les relations politiques ou dans le domaine militaire», déplore-t-il.

Par contre, «les approvisionnements en provenance de Russie ont fourni près de 80% des besoins militaires de l'Algérie, la Russie est le partenaire et l'allié stratégique de l'Algérie», rappelle l'expert.

Agence

CONSTANTINE

## Relogement de près de 1200 familles en 2024

Une vaste opération de relogement de près de 1.200 familles occupant des habitations précaires à Constantine est prévue pour l'année 2024, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de l'achèvement du chantier de résorption de l'habitat précaire, se fera par étape, a fait savoir la même source, précisant qu'il est prévu le relogement d'environ 800 familles « avant l'été prochain ». Dans ce cadre, la même source a indiqué que les familles devant bénéficier de logements neufs avant la saison estivale relèvent des communes de Constantine et d'El Khroub, affirmant que les services des daïras concernées s'attèlent à finaliser toutes les procédures nécessaires pour permettre de l'opération dans de meilleures conditions.

Selon les services de la wilaya de Constantine, l'opération de relogement concernera les familles vivant dans des conditions précaires dans les cités Sissauoui (ville de Constantine), à Salah Derradji et Ain Nehas dans la daïra d'El Khroub.

Les services de la wilaya ont indiqué dans le même contexte que l'opération de relogement devra se poursuivre pour toucher d'autres familles occupant des habitations précaires dans les quartiers Sidi M'Cid et Aouinet El Foul, entre autres, ajoutant que le relogement de ces familles a pour objectif d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Les familles concernées seront relogées dans des habitations neuves qui sont actuellement en cours de réalisation au niveau de la nouvelle ville Ali Mendjeli, a souligné la même source.

En 2023, la wilaya de Constantine avait réceptionné plus de 10.000 logements publics locatifs (LPL), en sus du relogement de plus de 150 familles occupant des habitations précaires, a-t-on rappelé.

TIPASA

## Nouvelle expérience de culture des myrtilles, murs, fraises et framboises

Une nouvelle expérience a été initiée à Tipasa par un investisseur privé qui s'est lancé dans la culture des myrtilles, des fraises et des framboises, en exploitant des technologies modernes lui permettant de produire ces fruits deux fois durant la même saison agricole, a-t-on appris samedi de la direction des services agricoles de la wilaya.

Selon le directeur local du secteur, Ahmed Sebki, cette première expérience du genre dans la wilaya est le « fruit d'un partenariat, à 50/50, entre un homme d'affaires et une exploitation agricole », soulignant que la DSA œuvre activement au « soutien et accompagnement » de ce type d'investissements, car ils répondent aux besoins du secteur agricole et permettent de le sortir progressivement des méthodes traditionnelles. Il s'agit d'une exploitation agricole des hauteurs de la commune de Bouharoune, s'étendant sur une superficie de 27 ha. Elle compte 12 serres en plastique à deux étages, exploitant des technologies avancées, dont notamment un système d'irrigation permettant une économie d'eau à 70%, parallèlement à l'utilisation de fibres de coco comme substrat de culture pour ces fruits, un fait permettant d'obtenir deux récoltes durant la

même saison agricole, selon les explications du gérant de cette exploitation, Mohamed Saber.

Les promoteurs de ce projet ont opté pour la culture des myrtilles, dit localement « Harmouch », des fraises et des framboises dans des serres à deux étages. Sachant que la superficie de chacune de ces serres à étages est de 5000m<sup>2</sup>, multipliée par deux (2), soit un (1) ha chacune. M. Saber a fait part de préparatifs en cours pour réaliser les premières cultures en avril prochain, avec une prévision de récolte après trois (3) mois. Il a ajouté que l'importance des technologies modernes réside dans l'économie des eaux d'irrigation, grâce à l'exploitation des fibres de coco, connues pour leur capacité à retenir l'eau à l'intérieur des bacs de culture, de manière à arroser chaque culture deux (2) fois par semaine, à raison d'un litre à la fois seulement, ceci d'autant plus que la région

abritant cette exploitation est connue pour sa sécheresse avec des eaux souterraines à très faible débit. Ce type d'investissements « est en conformité avec la politique actuelle du Gouvernement visant à encourager le partenariat dans le secteur agricole, en tant que meilleur moyen pour promouvoir le secteur.

Le détenteur du capital étant tenu d'assurer les moyens matériels, dont la technologie, tandis que l'exploitant agricole assure la superficie agricole utile, suivant une équation « gagnant-gagnant », a souligné le même responsable. Il a assuré le « succès croissant » de ce type de partenariat qui « attire désormais de plus en plus les investisseurs et exploitants agricoles, suite aux nombreuses expériences concluantes enregistrées dans le domaine, grâce, entre autres, au facteur sensibilisation et à l'accompagnement de l'Etat ».

KHENCHELA

## Plus de 200 participants à la manifestation «découverte des talents»

Pas moins de 210 concurrents âgés entre 7 et 25 ans ont participé à la 5ème édition de la manifestation "découverte des talents" organisée samedi au siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) de Khenchela. Organisée par l'association locale d'assistance et de promotion de l'enfance avec le concours de la Direction de la Jeunesse et des sports (DJS), la manifestation a été mar-

quée par une concurrence serrée entre les participants dont chacun s'est attelé à mettre en exergue son talent. Les participants ont rivalisé, pendant six heures, dans les épreuves de psalmodie du Saint Coran, de poésie, de chant, de théâtre, de monologue et de musique devant un jury de spécialistes de ces domaines. Les lauréats des trois premières places dans chaque épreuve seront distingués la se-

maine prochaine à l'occasion de la Journée nationale du chahid (18 février), a indiqué, HoussamDebab, président de l'association organisatrice. L'objectif de l'initiative est d'accompagner les jeunes talents et se perfectionner davantage, a ajouté la même source assurant que son association œuvre à multiplier les manifestations culturelles qui permettent de mettre en exergue les potentialités des en-

fants et des jeunes et de les orienter vers des activités utiles à exercer chez eux et dans les établissements de jeunes.

Le directeur local de la Jeunesse et des sports, Yazid Zouaoui, a salué dans son allocution d'ouverture ces manifestations qui favorisent la découverte des jeunes talents et leur accompagnement dans le développement de leurs performances à travers les communes de la wilaya.

CLÔTURE DE LA FOIRE DE L'ENTREPRENEURIAT À ANNABA

## Vif intérêt des jeunes pour le financement participatif

Un intérêt particulier des jeunes porteurs de projets innovants pour les mécanismes de financement participatif de startups a été observé, samedi à Annaba, lors de la clôture de la "Foire algérienne de l'entrepreneuriat, formation et économie numérique".

Les jeunes, qu'ils soient porteurs de projets ou simplement intéressés par le lancement de start-up, ont suivi avec beaucoup d'attention une séance de débats animée par un représentant de la COSOB (Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse), Mohamed El Mehdi Boubetra, autour du cadre juridique et réglementaire du mécanisme de financement participatif.

Les explications du représentant de la COSOB se sont articulées autour de l'encouragement et de l'accompagnement des jeunes gérants de micro-entreprises et des porteurs d'idées innovantes pour leur permettre de concrétiser leurs projets à travers un soutien financier participatif via une plateforme dénommée crowdfunding.dz, ayant pour objectif de faciliter le financement des start-up en mettant en relation des bailleurs de fonds et des entrepreneurs.

Dans ce contexte, M. Boubetra a passé en revue les aspects juridiques et réglementaires de ce nouveau dispositif qui, comme il l'a souligné, "vise à développer l'entrepreneuriat à travers une approche de financement partici-

patif inscrite dans un cadre légal et transparent". Au cours des débats auxquels ont participé de nombreux jeunes intéressés par l'entrepreneuriat, le représentant de la COSOB a expliqué les détails du mécanisme du crowdfunding, rappelant que sa mise en œuvre s'opérera par le biais d'une plateforme numérique gérée par des consultants agréés et des experts en finance, et qui servira de lien entre les porteurs de projets et les bailleurs de fonds intéressés par le projet.

Ce dernier devra être lié à une activité de production de biens ou de services économiquement viable, donc à même d'intéresser et d'attirer des financeurs. Les séances de travail organisées lors

de la troisième et dernière journée de la Foire ont également porté sur le cadre juridique et réglementaire du statut de l'auto-entrepreneur et ses stratégies marketing, ainsi que sur "l'importance du renforcement de la synergie et du travail en +intelligence collective+ pour atteindre les résultats souhaités dans le cadre de la création de startups et du lancement d'activités innovantes".

La Foire, ouverte jeudi dernier, a donné lieu à plus de 20 interventions axées sur les facteurs de succès des activités liées au commerce électronique, à l'innovation, au renforcement du partenariat entre les grandes entreprises et les start-up, en plus de l'assurance contre les risques cybernétiques.

## CRISE DE LA DETTE

# Passer de l'urgence à la croissance

L'Éthiopie se dit incapable de verser les 33 millions de dollars dus à ses créanciers. La menace plane sur la finance internationale, avec un excès d'endettement qui heurte un durcissement monétaire.

Par Jean-Marc Daniel (\*)

Il y a un peu plus d'un mois, l'Éthiopie s'est déclarée incapable de verser les 33 millions de dollars qu'elle devait à ses créanciers. Le montant faible de la somme par rapport à la taille de son économie – le PIB éthiopien est de 93 milliards de dollars – montre la volonté d'Addis-Abeba de poser le problème de l'endettement des pays émergents sur un plan avant tout politique. Ce défaut ainsi voulu par l'Éthiopie rejoint le rôle qu'elle a joué il y a 40 ans dans la prise de conscience des difficultés de ce qu'il était convenu d'appeler le tiers-monde. La famine dramatique que subissait le pays avait attiré l'attention des opinions publiques sur les malheurs de ce tiers-monde. Certes, l'Éthiopie avait surtout sombré à cause de la politique délirante d'un gouvernement militaire se réclamant du marxisme. Mais l'émotion que son sort avait suscitée, au point d'inspirer des chansons de soutien, mettait en lumière la grave crise économique des pays en voie de développement.

## Plan Brady

À l'origine de cette crise, il y a un alourdissement brutal de la facture issue de la dette accumulée dans les années 1970. Après 1979, la Réserve fédérale américaine mène une politique restrictive pour se défaire de l'inflation. Les taux d'intérêt à court terme américains montent de 7,4 % en 1978 à 14 % en 1981.

Les pays endettés en dollars doivent consacrer des sommes de plus en plus importantes pour assumer le service de leur dette. Le premier à lâcher prise est le Mexique en juillet 1982, enclenchant la chute des dominos, tandis que le FMI est appelé à la rescousse. À partir de 1984/1985 et de l'émoi lié au destin de l'Éthiopie, un accord entre les pays surendettés et leurs créanciers devient un thème central des sommets internationaux. En mars 1989, le FMI adopte enfin un plan en trois volets, dit « plan Brady », du nom du secrétaire au Trésor américain. Son premier volet est l'échange des dettes des États en faillite contre des obligations – les « Brady bonds » – d'une durée de 30 ans et d'un rendement inférieur à celui des dettes échangées. Le deuxième est le fait que ces Brady bonds sont utilisables sur le marché monétaire américain et sont acceptés en refinancement par la Réserve fédérale. Le troisième est l'acceptation, par les pays qui échangent leur dette contre des Brady bonds, d'une révision de leur politique économique allant dans le sens des préconisations du FMI. Celles-ci associent une contraction à court terme de la demande par une hausse des impôts et une baisse des dépenses publiques à des objectifs de long terme tendant à faire reposer la croissance sur la libéralisation de l'économie. Ce plan est complété en 1996 par une initiative, décidée au G7 de Lyon, dite « pays pauvres très endettés » (PPTTE) d'annulations de dette. Bien que l'histoire ne se répète jamais de façon identique, l'Éthiopie sert de nou-

veau de lanceur d'alerte en soulignant la menace qui plane sur la finance internationale liée, comme dans les années 1980, à un excès d'endettement heurtant un durcissement monétaire. Elle conforte le diagnostic du « chief economist » de la Banque mondiale qui constatait en décembre dernier : « Dans un contexte marqué par la plus forte hausse des taux d'intérêt mondiaux depuis quatre décennies, les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette publique extérieure et des dettes garanties par l'État en 2022, soit une augmentation sur un an de 5 %. » Il ajoutait que « chaque trimestre où les taux d'intérêt restent élevés se traduit par une augmentation du nombre de pays en développement qui basculent dans le surendettement et se heurtent au choix difficile entre le service de leur dette publique et l'investissement dans la santé publique, l'éducation et les infrastructures. Cette situation appelle une action rapide et coordonnée de la part des gouvernements débiteurs, des créanciers privés et publics et des institutions financières multilatérales, plus de transparence, de meilleurs outils pour assurer la viabilité de la dette et des modalités de restructuration plus rapides. Faute de quoi, ce sera une autre décennie perdue pour ces pays. » Une réaction reprenant peu ou prou le « plan Brady » s'impose, dans le prolongement de l'octroi de délais de paiement d'ores et déjà accordé à 73 pays. Fuite en avant Par-delà, serait-il possible

de passer d'une logique de l'urgence à une logique de la croissance où la dette ne serait pas une fuite en avant mais du temps que l'on donne à l'investissement ? En pratique, une dette excessive est une dette improductive, c'est-à-dire une dette qui finance un acteur de l'économie ne créant aucune richesse. Force est de constater que cet acteur est en général l'État. C'est ce que théorisait par exemple Maurice Allais à l'occasion de la crise asiatique de 1997 : « Autant la mobilisation d'"épargnes vraies" par les banques pour leur permettre de financer des investissements productifs est fondamentalement utile, autant la création de "faux droits" par la création monétaire (étatique) est fondamentalement nocive, tant du point de vue de l'efficacité économique qu'elle compromet par les distorsions de prix qu'elle suscite que du point de vue de la distribution des revenus qu'elle altère et rend inéquitable. » Le monde – pays émergents et pays développés – se condamne à un enchaînement de « plans Brady » s'il ne revient pas à la discipline financière qui a fait la force économique du XIXe siècle. Cette discipline repose sur deux piliers : le premier est le respect de l'équilibre budgétaire structurel, le déficit acceptable étant le déficit conjoncturel, contracyclique ; le second est d'avoir des politiques monétaires évitant les embardées dans l'évolution des taux pour donner une certaine lisibilité aux investisseurs privés.

(\*) Professeur émérite à l'ESCP Business School.

Source : Les Echos

## L'Europe n'est pas sortie du piège de la dette

Par Jean-François Serval (\*)

Le 20 décembre dernier, les États membres de l'UE sont parvenus à un accord sur le rétablissement des normes du Pacte de stabilité et de croissance qui, depuis 1997, fixe les règles budgétaires des pays européens. La crise sanitaire en 2020, puis la guerre en Ukraine, avaient poussé l'UE à accorder une suspension des règles communautaires, jusqu'au 1er janvier 2024. Un défi pour la France qui, après trois années de dérive budgétaire, s'est engagée à ramener son déficit sous la barre des 3 % en 2027, contre 4,9 % en 2023. Ces trois ans de suspension des règles ont été marqués par un alourdissement global des déficits publics, et par la mise en œuvre d'une politique de hausse des taux pour contrer une tendance inflationniste. Cette dernière était liée à un gonflement de la masse monétaire dépassant les besoins des échanges, sans que, pour autant, l'accentuation des déséquilibres structurels des économies occidentales ne casse la dynamique qui maintient leur croissance fragile. Dès lors, la question qui vient naturellement à l'esprit est

bien de savoir jusqu'où peut-on émettre de la dette sans détruire le système économique qui la génère ? La réponse à cette question nous pousse à changer notre vision des forces qui animent la vie économique. La fixation de ratios d'équilibre, si elle est nécessaire pour donner des repères à l'action des acteurs économiques, n'a en soi rien d'une valeur de référence absolue. La seule réalité intangible de l'activité économique est celle du volume des échanges qui existe en dehors des politiques normées par des ratios et des indices mis en œuvre par les autorités publiques. Ainsi, la récente phase de hausse des taux, si elle a affecté un marché de l'immobilier en surchauffe, n'a globalement pas ralenti le volume des échanges. Il faut donc voir la réalité économique comme un espace ouvert et global où les échanges, au-delà de toutes les particularités des grandes zones économiques, vivent de leur propre dynamique. Dans cette logique, les masses monétaires vont naturellement vers les zones où les marchés d'instruments financiers sont les plus profonds, ceux où les volumes monétaires sont les plus

abondants sur la base d'une monnaie universellement active, le dollar très largement. Ce dernier bénéficie, par ailleurs, de son statut de valeur refuge dans une période de fortes tensions géopolitiques. On comprend mieux alors l'étonnante résilience des économies occidentales qui, malgré un endettement hors de contrôle, maintiennent, à travers leur laxisme budgétaire, une forme de vitalité économique, en dépit du spectre lancinant d'une crise qui pourrait les mettre à mal. Le système économique actuel, avec son moteur alimenté par un flux continu de liquidités, n'a pas pour autant inventé le mouvement perpétuel ! Étroitement dépendant du rythme des échanges, il est vulnérable aux chocs de ralentissement de l'activité. Les potentialités de crise aiguë se multiplient dans un monde de plus en plus instable. Pour répondre à la question initialement posée, il n'y a donc pas de limite à la dette... tant qu'une production de biens accompagne un niveau des échanges qui maintient la dynamique de l'ensemble. L'enjeu de la production est bien le défi majeur des

économies occidentales. Il est le sous-jacent fondamental de la question monétaire. Aucune mesure, autre qu'une hausse continue de la production, ne pourra sortir l'économie mondiale du piège de la dette. Ce nécessaire redéploiement du système productif passe par la mise en œuvre d'une réforme monétaire capable de réorienter la masse des liquidités, qui alimente artificiellement la machine économique en argent spéculatif, vers de l'investissement productif dont les besoins aujourd'hui, face aux mutations technologiques, sociales et écologiques que nous traversons, sont quasiment illimités. Le retour de l'Europe à un Pacte de stabilité qui réhabilite l'esprit de rigueur qui a animé l'Union monétaire est une bonne chose en soi. Mais il n'a de sens que dans une Europe qui se donne les moyens de maintenir un système productif mondialement compétitif ; au risque, sinon, de n'être qu'un nouvel exercice stérile de régulation technocratique.

(\*) Président de Groupe Audit Serval.

Source : Les Echos



## MAROC

## La sécheresse compromet la saison agricole

« La récolte est déjà perdue ». Abderrahim Mohafid a très peu d'espoir de sauver sa production de blé cette année, en raison de la rareté des pluies qui précipite le Maroc dans sa sixième année consécutive de sécheresse. Sur la route menant à son hameau dans la province de Berechid, au sud-est de Casablanca, les vastes champs sont anormalement nus. Dans cette zone agricole réputée pour être le grenier céréalier du pays, « le blé devrait déjà être à 60 centimètres » à cette période, note amèrement M. Mohafid, 54 ans, en arpentant ses 20 hectares où presque rien n'a poussé. A quelques kilomètres de son hameau de Oulad Mbarek, Hamid Najem est dans la même situation. Ses 52 hectares de blé tendre et d'orge « ne sont plus bons à rien ».

« Nous n'avons jamais connu une année aussi dure », s'alarme ce quinquagénaire. Plus de 88% des 155.000 hectares de la surface agricole de cette province ne sont pas irrigués et la majorité des agriculteurs y dépendent donc de la pluie, selon le ministère de l'Agriculture. Mais le royaume enregistre depuis début janvier une pluviométrie en baisse de 44% par rapport à début 2023, avec en parallèle une hausse moyenne des températures de 1,8 degré par rapport à la période de 1981-2010, a indiqué récemment le ministre de l'Eau, Nizar Baraka.

Les barrages sont remplis à seulement 23%, contre environ 32% l'année dernière, et face aux risques de pénurie, les autorités marocaines ont restreint ces dernières semaines l'ouverture des hammams et des stations de lavage automobile dans plusieurs villes, ou interdit l'arrosage des golfs et jardins à l'eau potable.

## « Impact grave sur l'économie »

Cette sixième année de sécheresse « compromet » la saison agricole, alerte l'agronome Abderrahim Handouf. Les agriculteurs, qui redoutaient ce nouvel épisode, avaient déjà diminué la superficie semée en céréales en novembre (2,3 millions d'hectares emblavés contre quatre à cinq millions d'hectares en moyenne les années précédentes), explique-t-il à l'AFP. D'après l'agronome, cette situation aura un « impact grave sur l'économie », dans un pays où l'agriculture emploie un tiers de la population et représente 14% des exportations, plus rémunératrices que le marché local.

## CRYPTOMONNAIE EN TUNISIE

## Un marché encore flou

« En Tunisie, la tendance mondiale vers l'adoption des cryptomonnaies contraste fortement avec la situation locale, où l'usage des paiements électroniques traditionnels reste encore peu répandu. Cette disparité met en lumière la difficulté de comprendre et de définir la position de la Tunisie dans le paysage mondial actuel des cryptomonnaies », explique Samir Ksibi, expert en fintech.

« Bitcoin », « Ethereum » et d'autres altcoins offrent aux Tunisiens de nouvelles opportunités d'investissement. Cependant, la réglementation reste floue et l'incertitude règne au statut juridique et fiscal. Dans ce contexte, Samir Ksibi, expert en fintech, nous a expliqué qu'en Tunisie le paysage des cryptomonnaies se divise en deux camps distincts. D'une part, il y a « les particuliers qui se sont tournés vers les cryptomonnaies, y voyant une alternative au système bancaire traditionnel et aux restrictions imposées par les lois de change. Ces monnaies numériques offrent également à de nombreuses personnes un accès inédit au monde de la finance, leur permettant d'investir dans divers marchés boursiers aujourd'hui largement accessibles au grand public. Pour certains, c'est même une opportu-

rité d'améliorer leur situation financière », explique-t-il. Il ajoute, d'autre part, que le deuxième camp concerne les régulateurs en Tunisie, qui, jusqu'à présent, ont opté pour une approche mesurée et prudente. « Leurs initiatives semblent se limiter à comprendre le fonctionnement et à s'initier à la cryptomonnaie, plutôt qu'à exploiter pleinement les opportunités et étudier les divers avantages potentiels pour l'économie nationale », précise-t-il. Et d'ajouter : « En somme, chaque partie trouve son avantage dans cette situation : les particuliers continuent d'utiliser les cryptomonnaies en dehors du champ de vision des régulateurs, et ces derniers restent en retrait, évitant de s'impliquer trop profondément dans cette technologie innovante ». D'après Samir Ksibi, il est complexe de définir avec précision l'état des cryptomonnaies

en Tunisie, en particulier lorsqu'on le compare aux politiques variées adoptées dans le monde. Alors que certains pays ont légalement reconnu le Bitcoin comme une monnaie nationale, à l'image du Salvador et de la République centrafricaine, d'autres le considèrent simplement comme un moyen de paiement. Ksibi a, également, mentionné qu'il existe aussi des endroits où le Bitcoin est traité comme un bien numérique et soumis à imposition. En Tunisie, cette tendance mondiale vers l'adoption des cryptomonnaies contraste fortement avec la situation locale, où l'usage des paiements électroniques traditionnels reste encore peu répandu. Cette disparité met en lumière la difficulté de comprendre et de définir la position de la Tunisie dans le paysage mondial actuel des cryptomonnaies.

## EMIRATS ARABES UNIS

## Masdar et CMA CGM signent un partenariat stratégique pour la fourniture à long terme de carburants alternatifs verts

L'ingénieur émirien Masdar et CMA CGM ont signé un partenariat sur le long terme visant à conclure des contrats d'achat de carburants maritimes verts destinés aux navires de l'armateur marseillais. D'ici 2028, CMA CGM disposera d'une flotte de 119 navires capables de fonctionner aux carburants verts. Le ministre égyptien des Finances, M. Mohamed Maait, a

déclaré que son gouvernement songeait à émettre, pour la première fois, des obligations libellées en dirhams émiriens, en roupies indiennes et en dollars de Hong Kong. Toujours selon le ministre, ces émissions contribueraient à diversifier le portefeuille de la dette en y incluant différentes devises et en attirant davantage d'investisseurs étrangers. La coentreprise entre l'émirien TAZIZ et la société suisse

Proman a lancé un appel d'offres pour un projet de construction de la première usine de méthanol des EAU dans la zone industrielle de Ruwais. Le complexe aura une capacité de production annuelle de 1,8 M de tonnes, le méthanol servant à produire des carburants, des adhésifs, des solvants ou encore des produits pharmaceutiques. Les offres techniques sont attendues d'ici le 17 avril. La ligne de train passa-

gers entre Abu Dhabi et Al Dhannah a été inaugurée jeudi. Le ministre émirien de l'Industrie et des Technologies avancées et patron d'ADNOC, Sultan Al Jaber, a participé à ce voyage inaugural. Cette première portion du réseau ferroviaire vise à permettre aux travailleurs d'ADNOC de voyager entre les deux villes. Pour mémoire, la ligne de fret est quant à elle opérationnelle depuis mi 2023.

## MAURITANIE

## Réunion sur les composantes du programme spécial d'appui à la résilience des populations de Néma

Le ministre de l'Élevage, M. HmedeitOuldChein, la Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Mme FatimetouMintKhattry, le conseiller du ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement, M. LafdalOuldDadda, le wali du HodhCharghi, M. IsselmouOuld Sidi et le Coordonnateur du Programme de Développement de la wilaya du HodhCharghi, M. Cheikh OuldAbdallahiEwah, ont tenu aujourd'hui, samedi, à Néma, une réunion élargie aux autorités administratives et aux élus au niveau de la wilaya, consacrée à expliquer les composantes de l'hydraulique rurale, de la sécurité alimentaire et de l'élevage dans le cadre du programme spécial de renforcement de la résilience des populations du HodhCharghi. Le ministre de l'Élevage a expliqué que le programme spécial pour la wilaya du HodhCharghi est un fort indicateur de l'importante attention accordée par les plus hautes autorités du pays au développement de la wilaya. Le ministre a ajouté que le volet de l'élevage de ce programme comprend la fourniture d'aliments de bétail aux éleveurs à des prix subventionnés, avec la création de dizaines de zones pastorales équipées et d'enclos de vaccination des animaux, ainsi que le forage

d'une cinquantaine de puits d'eau. Au cours de la réunion, la commissaire à la Sécurité Alimentaire a passé en revue la composante sécurité alimentaire du programme spécial visant à renforcer la résilience des populations de la wilaya, soulignant que cette composante comprend deux axes principaux. Il s'agit d'une part d'activer le programme des magasins villageois pour la sécurité alimentaire au niveau de la wilaya, en ouvrant plus de 750 banques de céréales, notamment avec la fourniture de 5 000 tonnes de blé aux magasins villageois à un prix subventionné, permettant ainsi aux habitants d'améliorer leur sécurité alimentaire. Cette composante comprend, d'autre part, la réalisation de 125 projets de développement, qui seront mis en œuvre dans le cadre du programme nourriture-contre-travail. Les projets prévus pour la mise en œuvre comprennent la construction et la réhabilitation de 70 barrages et digues de sable, la clôture de 25 fermes en fournissant 75 km de clôtures avec divers équipements, la construction et l'équipement de 20 fermes maraîchères, ainsi que la réhabilitation des puits d'eau, afin de renforcer la sécurité alimentaire et de créer un environnement productif en milieu rural.

La commissaire a ajouté que ce programme revêt une importance particulière pour Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui accorde une attention particulière au développement des différentes wilayas, en particulier celle du HodhCharghi, compte tenu de l'impact de la situation régionale mouvementée. À son tour, le conseiller du ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement a souligné que le département est disposé à mettre en œuvre le volet hydraulique dans les délais impartis, précisant que les travaux comprennent le forage et l'équipement de 30 nouveaux puits équipés d'énergie solaire et l'équipement de 19 puits existants, en plus de la réhabilitation de 21 réseaux d'eau potable et la mise en œuvre de 10 nouveaux réseaux d'eau potable. Au cours de la réunion, les élus ont salué ce programme de développement et ils ont fait part de leurs observations et suggestions. La réunion s'est déroulée en présence du président de la région du HodhCharghi, M. MohamedouOuldTijani, des hakems des moughataas et des chefs des services régionaux de la wilaya, ainsi que de nombreux cadres et notables.



## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**23 pays africains ont amélioré leurs scores en 2023 selon Transparency international**

Selon l'indice de perception de la corruption (IPC) de transparency international, la lutte contre la corruption a stagné dans la plupart des pays africains en 2023. L'ONG a cependant noté des améliorations importantes dans des pays comme les Seychelles, l'Angola ou la Côte d'Ivoire.

En 2023, 23 pays africains sur un total de 54 ont amélioré leurs scores à l'indice de perception de la corruption, selon ce que rapporte l'ONG Transparency international dans son dernier classement rendu public le 30 janvier 2024. L'IPC classe 180 pays et territoires dans le monde en fonction du niveau perçu de corruption dans le secteur public, avec un score sur une échelle de 0 (très corrompu) à 100 (très propre). Dans la liste des 23 pays ayant progressé en 2023 figurent les Seychelles, le Cap-Vert, le Rwanda, Maurice et la Côte d'Ivoire. Ces pays constituent également le Top 5 africain en termes de score progressif. De façon générale, les Seychelles occupent la tête du classement africain,

suivies par le Cap-Vert et le Botswana. À l'inverse, la Guinée équatoriale, le Soudan du Sud et la Somalie possèdent les plus mauvais scores. « La plupart des pays africains stagnent, et le score global de la région reste médiocre. En effet, la moyenne régionale n'a pas changé : 33,90% des pays d'Afrique subsaharienne ont obtenu un score inférieur à 50. Des améliorations importantes ont été constatées dans des pays comme les Seychelles, l'Angola et la Côte d'Ivoire (...) À titre d'exemple positif, la Côte d'Ivoire a constamment amélioré son score IPC au cours de la dernière décennie », indique l'ONG. Les 23 pays ont initié ces dernières années un certain nombre de réformes pour atteindre ces résultats. À ti-

tre illustratif, la Côte d'Ivoire a, selon Transparency international, entrepris de changer de législation en obligeant par exemple les hauts fonctionnaires à déclarer leur patrimoine. En 2023, le pays a également ouvert une plateforme digitale dédiée aux lanceurs d'alertes, en vue d'encourager les citoyens à dénoncer les actes de corruption dont les incidences sur l'économie sont importantes. D'après l'OCDE et la Banque africaine de développement, les malversations et les risques de corruption entravent l'obtention de taux d'investissement plus élevés. En 2015, la BAD avait estimé à 148 milliards USD, le montant des pertes annuelles en Afrique du fait de la corruption.

## ANGOLA

**Le gouvernement annonce l'introduction en bourse d'Unitel en 2024**

L'Etat est le seul propriétaire d'Unitel depuis octobre 2022. Le président João Lourenço a nationalisé les parts de la femme d'affaires Isabel dos Santos et du général Leopoldino Fragoso do Nascimento qui détenaient chacun 25 % du capital de la société. La société télécoms angolaise Unitel sera introduite en bourse cette année aux côtés de 23 autres entreprises publiques. La décision découle de la première réunion de l'année de la Commission nationale interministérielle pour le programme de privatisation (PROPRIV). Elle a été annoncée, le mardi 6 février, par Ottoniel dos Santos

(photo), secrétaire d'Etat aux Finances et au Trésor. C'est en avril 2023 que le gouvernement angolais a dévoilé son intention de privatiser Unitel via une introduction sur la Bourse angolaise de la dette et des valeurs mobilières (BO-DIVA). L'Etat est devenu le seul propriétaire de la société en octobre 2022 après que le président João Lourenço a nationalisé les parts de la femme d'affaires Isabel dos Santos et du général Leopoldino Fragoso do Nascimento qui détenaient chacun 25 % du capital de la société. L'introduction en bourse d'Unitel s'inscrit dans le cadre du pro-

gramme de privatisation des entreprises publiques initié en 2018. L'Etat s'est donné pour mission de céder ses participations dans le capital de 195 sociétés afin de restructurer et redimensionner le secteur public des entreprises en Angola. Dans le domaine des TIC sont également ciblées Multitel, MS Telecom, ACS — Angola Comunicações e Sistemas, Angola Telecom et Angola Cables. L'introduction en bourse devrait permettre d'améliorer la gouvernance d'Unitel. Elle devrait également faciliter à la société la levée de capitaux pour financer son extension, investir dans de nouvelles technologies et amé-

liorer ses services. La société pourra ainsi renforcer sa position sur le marché télécoms angolais dont elle est la leader selon les données de l'Institut angolais des communications (INACOM). En septembre 2023, la société avait 18,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile à son actif pour une part de marché de 71,8 %. Ses concurrents Africell et Movitel détiennent respectivement 24,1 % et 4,1 % de parts de marché. Sur le segment du haut débit mobile, Unitel détient une part de marché de 65,7 %, contre 6,5 % pour Movitel et 27,8 % pour Africell.

## GABON

**Fitch Solutions prévoit une accélération de la croissance économique en 2024, à 4%**

La croissance du PIB réel sera essentiellement tirée par les investissements prévus dans le secteur des hydrocarbures et la hausse de la consommation des ménages dans un contexte de reflux de l'inflation. La croissance de l'économie gabonaise devrait atteindre 4% en 2024 contre une estimation de 2,9% faite en 2023, grâce notamment aux importants investissements attendus dans le secteur des hydrocarbures et sur le segment de la hausse de la consommation des ménages. C'est ce qu'estime Fitch Solutions Country Risk&IndustryResearch dans

un récent rapport. Les principaux projets dans le secteur des hydrocarbures concernent le développement par BW Energy du gisement pétrolier en mer Hibiscus/Ruche dans la zone de licence de Dussafu, et la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié par Perenco dont le coût s'élève à un milliard de dollars US. Par ailleurs, la construction du barrage hydroélectrique de Kinguele Aval devrait démarrer cette année après l'obtention par le Gabon d'un premier financement auprès de la Banque africaine de développement (BAD) en no-

vembre 2023. L'amélioration attendue du rythme de croissance de l'économie gabonaise sera également tirée par la hausse la consommation des ménages dans un contexte de baisse des pressions inflationnistes. Fitch Solutions prévoit un reflux de l'inflation, à 2,4% en 2024 contre 3,6% en 2023. La filiale de l'agence de notation Fitch Ratings spécialisée dans la recherche et l'analyse des données financières s'attend également à ce que les autorités militaires au pouvoir depuis le coup d'Etat du 30 août dernier poursuivent

les efforts visant à renforcer leur légitimité auprès de la population, en augmentant les salaires des fonctionnaires et en améliorant les prestations sociales, ce qui soutiendra la consommation des ménages. Pour 2025, Fitch Solutions prévoit un ralentissement de la croissance du PIB réel du pays d'Afrique centrale, à 3,6%, en raison notamment d'une hausse plus modérée (1%) de la production des hydrocarbures, qui devrait passer de 229 000 barils par jour cette année (+5,7%) à 231 600 barils par jour l'année prochaine.

## ZAMBIE

**L'AFC débloque 100 millions \$ pour la première usine africaine de sulfate de cobalt de qualité batterie**

La RDC est le premier producteur mondial de cobalt, avec 70 % de l'offre. La Zambie produit aussi ce métal stratégique pour les batteries de véhicules électriques. Les deux pays travaillent à transformer localement leur production afin de capter davantage de revenus dans la chaîne de valeur. L'Africa Finance Corporation a annoncé le 8 février la signature d'une déclaration d'intérêt pour fournir un financement de 100 millions de dollars à KobaloniEnergy. Les fonds seront affectés à la construction de la première usine de sulfate de cobalt pour batteries de véhicules électriques sur le continent africain. KobaloniEnergy compte parmi ses investisseurs la société Vision Blue Resources, créée en 2021 pour investir dans les projets de métaux critiques. Vision Blue a notamment investi dans la construction de la mine de graphite Molo à Madagascar. A son entrée en service, l'usine devrait produire 6 000 tonnes par an de sulfate de cobalt, à partir de cobalt provenant des mines industrielles de Zambie et de RDC, cette dernière étant première productrice mondiale. L'investissement nécessaire pour développer l'usine n'a pas été dévoilé. Ce projet s'inscrit dans la stratégie des deux pays visant à accroître les revenus générés par l'exploitation minière, en transformant localement les minéraux nécessaires à la transition énergétique. Principaux producteurs africains de cuivre, la RDC et la Zambie pilotent ainsi un projet de complexe intégré pour la fabrication des batteries pour véhicules électriques, avec des investissements évalués à 30 milliards \$. L'initiative bénéficie notamment du soutien de l'Union européenne, des États-Unis et de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

# Première incursion à 5000 points pour le S&P500

Alors que Wall-Street a encore enchaîné les records cette semaine, malgré des tensions sur le marché obligataire, l'Europe apparaît quant à elle plus fébrile. Le luxe et l'automobile ont notamment tiré leur épingle du jeu mais les valeurs financières subissent de lourds dégagements. En l'absence de catalyseur macroéconomique, la volatilité a quelque peu disparu. Les données sur l'inflation américaine pourraient ainsi être cruciales la semaine prochaine.

**En hausse**

**ARM Holdings (+60%) :** le concepteur de puces britannique, entré en bourse à Wall Street l'année dernière sans faire trop d'étincelles, vient de recevoir son petit label "IA", après des résultats étonnamment robustes propulsés, vous l'avez deviné, par l'intelligence artificielle. Le marché pense avoir trouvé sa nouvelle poule aux oeufs d'or. L'action a enregistré une hausse probablement déraisonnable de 48% sur la seule séance de jeudi.

**Palantir (+44%) :** la société de conseil américaine est une sorte d'OVNI dans le paysage. Déjà courtisée par les investisseurs, l'action a bondi avec l'annonce des premiers bénéficiaires en 2023. Le marché a bien quelques interrogations sur le décalage entre une marge opérationnelle stratosphérique et une marge nette minuscule. Mais pour l'instant, les investisseurs se préoccupent peu du flacon, tant qu'ils ont l'ivresse.

**Walt Disney (+14%) :** le groupe a cloué le bec des critiques en publiant des résultats solides et en multipliant les initiatives. Disney a ainsi investi dans Epic Games, lancé une plateforme de sports avec Fox et Warner et rassuré sur les perspectives de Disney+. Le dividende a été relevé et le programme de rachat d'actions a été renforcé. Belle semaine pour le groupe.

**MorphoSys (+51%) :** Novartis a signé le rachat de la société de biotechnologie allemande pour 2,7 milliards d'euros. Cette acquisition permettra à Novartis d'obtenir le pélibresib, un traitement expérimental de la myélofibrose, et de renforcer sa présence dans le domaine de l'oncologie. L'OPA amicale est libellée à 68 EUR par action.

**Adyen (+22%) :** la plateforme de solutions de paiement a publié des résultats semestriels supérieurs aux attentes, qui ont largement rassuré la communauté financière après le gros trou d'air estival. Les analystes, qui avaient sabré leurs objectifs de cours en août, les font remonter à tours de bras. Cet effet de balancier est le signe d'un manque de rigueur dans les évaluations de la fintech. Les excès marchent manifestement dans les deux sens.

**Lotus Bakeries (+18%) :** le vendeur de biscuits le mieux valorisé de la planète justifie sa réputation, en délivrant des résultats remarquables. Lotus "défie la gravité", comme l'explique l'analyste de Jefferies Sa-

mantha Darbyshire, qui juge que la valorisation "est justifiée par une croissance organique supérieure à celle d'autres valeurs à forte croissance se négociant à des multiples similaires".

**Ubisoft (+14%) :** belle surprise du côté de l'éditeur de jeux vidéo français. S'il a publié des chiffres en ligne avec les attentes au troisième trimestre de l'exercice qui se terminera le 31 mars, il a aussi fait état d'un gros portefeuille de titres pour la suite de l'année. Ubi prépare notamment un Star Wars et un Assassin's Creed, deux titres à gros potentiel.

**Carl Zeiss (+13%) :** les résultats ont dépassé des attentes assez faibles, ce qui suffit au bonheur des investisseurs. Le groupe allemand a toutefois fait état de progrès dans le déstockage en Chine, tout en publiant des performances plus dynamiques que prévu dans la microchirurgie. Le marché joue clairement le point bas, après deux années de baisse de l'action.

**Kering (+10%) :** les chiffres 2023 du propriétaire de Gucci n'ont rien de très enthousiasmant, mais le marché avait déjà puni le groupe en prévision. Luca Solca (Bernstein) note qu'une grosse part de la présentation des résultats était centrée sur la "vision de Kering pour l'avenir". Premier test avec la collection initiale de Sabato de Sarno chez Gucci, pour la saison printemps-été 2024. Solca pense que les investisseurs vont "se concentrer sur cette vision, afin d'essayer de déterminer s'il convient de soutenir Kering, compte tenu de sa faible valorisation par rapport à ses pairs et de sa propre histoire". Le luxe passe une bonne semaine, clôturée par les performances toujours impressionnantes d'Hermès.

**Unicredit (+9%) :** la banque italienne a affiché des résultats très, très supérieurs aux attentes. Le management est confiant dans la capacité de l'établissement à protéger sa rentabilité cette année et la suivante. Les chiffres contrastent avec ceux des banques françaises, qui ont souffert cette semaine.

**En baisse**

**Snap (-35%) :** le titre a chuté de 35% sur la seule séance de mercredi, après que le chiffre d'affaires du quatrième trimestre a été inférieur aux attentes de Wall Street. Snap souffre de la comparaison avec les grosses plateformes comme Meta et Alphabet sur la publicité. Les chiffres publiés jeudi soir

par Pinterest semblent confirmer que les géants du secteur captent davantage de budgets que leurs rivaux plus petits.

**CompuGroup (-17%) :** la société a annoncé des performances financières globales peu ou prou en ligne avec ce qui était prévu, mais les coûts de restructuration ont plombé le bas du compte de résultats et les perspectives de génération de liquidités cette année. L'objectif de cours moyen des 10 analystes qui suivent le dossier a légèrement reculé à 52,75 EUR.

**X-Fab (-13%) :** les performances 2023 sont conformes aux attentes, mais le marché est déçu par les prévisions 2024. Le groupe belge vise 900 à 970 M\$ de revenus annuels et 25 à 29% de marge d'EBITDA. Les sept analystes recensés par Zonebourse espéraient en moyenne 1 Md\$ et 29,4% de marge.

**Neste Oyj (-13%) :** le Finlandais a laissé entendre que la marge de son premier tri-

mestre devrait se situer dans le bas de la fourchette des prévisions, ce qui n'a rien fait pour rassurer les investisseurs, déjà échaudés par des résultats 2023 un peu courts. Plusieurs analystes ont réduit leur objectif de cours après l'annonce.

**AP Moller Maersk (-10%) :** le transporteur maritime évolue sur un marché porteur, mais les surcapacités commencent à peser sur les prix. Les résultats annuels étaient mitigés, sans grande surprise, mais ce sont les perspectives qui ont interpellé. "Les surcapacités pèseront lourdement sur nos résultats dans les années à venir", a prévenu le patron du groupe danois.

**PayPal (-10%) :** la mère de toutes les fintechs a du mal à relancer la machine, face à une concurrence féroce. Les performances et les perspectives sont décevantes. Morgan Stanley pense que le groupe avance trop lentement sur ses initiatives de transformation.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Février 2024  
Valeur : 12 Février 2024

| BASE | DEVISES                 | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD US DOLLAR           | 134.3627    | 134.3777    |
| 1    | EUR EURO                | 144.8296    | 144.8726    |
| 1    | GBP POUND STERLING      | 169.6927    | 169.7760    |
| 100  | JPY JAPANESE YEN        | 90.3157     | 90.3319     |
| 1    | CNY CHINESE YUAN        | 18.6737     | 18.6760     |
| 1    | CHF SWISS FRANC         | 153.8387    | 153.9263    |
| 1    | CAD CANADIAN DOLLAR     | 99.8608     | 99.9091     |
| 1    | DKK DANISH KRONE        | 19.4292     | 19.4331     |
| 1    | SEK SWEDISH KRONA       | 12.8330     | 12.8370     |
| 1    | NOK NORWEGIAN KRONE     | 12.7020     | 12.7069     |
| 1    | AED UAE DIRHAM          | 36.5792     | 36.5883     |
| 1    | SAR SAUDI RIYAL         | 35.8272     | 35.8369     |
| 1    | KWD KUWAITI DINAR       | 436.2425    | 436.4329    |
| 1    | TND TUNISIAN DINAR      | 42.7097     | 43.1389     |
| 1    | MAD MOROCCAN DIRHAM     | 13.3488     | 13.3503     |
| 1    | LYD LIBYAN DINAR        | 27.7071     | 27.8491     |
| 1    | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.5377      | 3.5381      |
| 1    | SDR SPEC. DRA. RIGHTS   | 178.2119    | 178.2119    |

### MALGRÉ LE RATÉ DE L'ORÉAL ET DES BANQUES

## Le CAC 40 gagne 0,7% sur la semaine

La Bourse de Paris termine cette semaine chargée en résultats d'entreprises en gagnant 0,73% en rythme hebdomadaire. La publication d'Hermès a une nouvelle fois enchanté les investisseurs là où celle de L'Oréal a déçu. La Bourse de Paris va prendre un repos bien mérité après une semaine rythmée par de nombreuses publications d'entreprises. Le CAC 40 a éprouvé toutes les peines à poursuivre son rebond, et clôture en baisse de 0,24% ce vendredi à 7.647,52 points, tiraillé entre l'importante chute de L'Oréal et la hausse d'Hermès.

Sur la semaine, le raté de L'Oréal n'empêche pas l'indice vedette parisien de s'afficher en hausse de 0,73%.

La séance du jour a aussi été mar-

quée par les données relatives à l'inflation de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, la révision annuelle des estimations de l'indice des prix à la consommation CPI, a été limitée. En décembre, la hausse des prix à la consommation a été révisée à la baisse de 0,3% à 0,2% quand celles d'octobre et novembre ont été légèrement revues à la hausse. En Allemagne, l'inflation a été confirmée à 2,9% sur un an en janvier.

A noter que le S&P 500 à Wall Street évolue sur les 5.000 points, après avoir déjà brièvement franchi ce seuil une minute avant la clôture jeudi soir.

**Une passation de pouvoir au sommet**

Du côté des valeurs, l'actualité a été

riche. L'Oréal a particulièrement souffert ce vendredi perdant 7,6%. Le groupe de cosmétiques a publié une croissance nettement inférieure aux attentes sur les trois derniers mois de 2023, lestée par la Chine, où les ventes dans les aéroports et les gares sont plombées par la lutte contre le marché gris.

A contrario, Hermès a gagné 4,8% après avoir publié une croissance de 17,5% en données comparables au quatrième trimestre, nettement supérieur au chiffre de 14% attendus par le consensus. Le sellier enfle une nouvelle fois le costume de meilleur élève du luxe en termes de croissance.

D'ailleurs, Hermès est passé devant L'Oréal en Bourse, devenant le numéro 2 à Paris derrière LVMH. Le carton du jour est toutefois signé

Ubisoft (+13,8%) qui a déjoué les pronostics en publiant des revenus supérieurs aux attentes et surtout en confirmant ses perspectives, alors que le marché attendait très clairement un abaissement de ses objectifs.

Kering a gagné 0,9% bénéficiant d'un relèvement de conseil à l'achat de la part d'UBS, la banque suisse jugeant que le pire est passé par la maison-mère de Gucci. Elle considère également que le redressement de la marque italienne a des chances de succès, percevant des signes d'une meilleure dynamique. A contrario, UBS est passée d'"acheter" à "neutre" sur BNP Paribas qui a cédé 2%. "BNP est bon marché en termes absolus, mais nous pensons qu'elle est trop dépendante de la croissance de CIB (la banque de fi-

nancement et d'investissement, NDLR) pour atteindre son objectif de rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)", avance la banque suisse.

Du côté des valeurs de taille moyenne, le groupe de semi-conducteurs X-Fab a perdu 12,9% après avoir lâché près de 20% dans les premiers échanges. Le marché a sanctionné des perspectives inférieures aux attentes, note Degroof Petercam.

Sur les autres marchés, l'euro grappille 0,1% face au dollar à 1,0784 dollar. Le pétrole est atone: le contrat d'avril sur le Brent de mer du Nord progresse de 0,15% à 81,75 dollars le baril, tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York gagne 0,2% à 76,36 dollars le baril.

EN CHINE, LES PRIX EN CHUTE LIBRE

# Pourquoi la déflation frappe Pékin de plein fouet

L'indice des prix à la consommation (CPI) en Chine a baissé en janvier de 0,8 % sur un an, contre -0,3 % le mois précédent, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS).

C'est la chute des prix la plus prononcée enregistrée depuis le second semestre 2009, en pleine crise financière mondiale. Pour le cinquième mois consécutif, les prix en Chine ont baissé en janvier, selon des données publiées ce jeudi 8 février. L'indice des prix à la consommation (CPI) en Chine, principale jauge de l'inflation, a baissé en janvier de 0,8 % sur un an, contre -0,3 % le mois précédent, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS). Des analystes sondés par l'agence Bloomberg anticipaient pour janvier un repli des prix, mais moins prononcé (-0,5 %). Selon le BNS, cette chute s'explique en partie par la "base de comparaison élevée" de l'an passé. La Fête du Nouvel an lunaire, principale réunion familiale de l'année et période de grande consommation, était tombée en janvier 2023. Cette année, elle a lieu en février, ce qui fausse la comparaison.

C'est la chute des prix la plus prononcée enregistrée depuis le second semestre 2009, en pleine crise financière mondiale. Pour le cinquième mois consécutif, les prix en Chine ont baissé en janvier, selon des données pu-

bliées ce jeudi 8 février. L'indice des prix à la consommation (CPI) en Chine, principale jauge de l'inflation, a baissé en janvier de 0,8 % sur un an, contre -0,3 % le mois précédent, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS). Des analystes sondés par l'agence Bloomberg anticipaient pour janvier un repli des prix, mais moins prononcé (-0,5 %). Selon le BNS, cette chute s'explique en partie par la "base de comparaison élevée" de l'an passé. La Fête du Nouvel an lunaire, principale réunion familiale de l'année et période de grande consommation, était tombée en janvier 2023. Cette année, elle a lieu en février, ce qui fausse la comparaison. La Chine avait basculé en déflation - une baisse durable et généralisée des prix - en juillet 2023, pour la première fois depuis 2021. Après un bref rebond en août, les prix sont constamment en repli depuis septembre. Cette déflation dans le pays asiatique est à rebours de la situation dans les principales économies, notamment occidentales, qui sont en proie à l'inflation et à une baisse du pouvoir d'achat d'une partie de leurs habitants. Sur l'ensemble de 2023, l'inflation en Chine a progressé

en moyenne de 0,2 %, bien loin des rythmes enregistrés dans les principales économies, comme en France où elle a atteint 4,9 %.

## La baisse des prix des denrées alimentaires

"Le principal frein à l'inflation reste les prix des denrées alimentaires, qui ont baissé (en janvier) de 5,9 % en glissement annuel, soit le niveau le plus bas jamais enregistré", souligne Lynn Song, économiste spécialiste de la Chine à la banque ING. "Ces chiffres ne signifient pas que la Chine est coincée dans une spirale déflationniste", nuance-t-il toutefois, soulignant que l'indice des prix à la consommation en janvier a augmenté en glissement mensuel (+0,3 %), comparé à décembre. Si un recul des prix peut sembler une bonne chose pour le pouvoir d'achat, la déflation est une menace pour l'économie car les consommateurs ont tendance à différer leurs achats dans l'espoir de nouvelles baisses. Faute de demande, les entreprises sont alors contraintes de réduire leur production et consentent à de nouvelles ristournes pour écouler leurs stocks.

POUR UN PROJET DE DÉCARBONATION AVEC L'AMÉRICAIN DOW  
Air Liquide investit 40 millions d'euros en Allemagne

Dans le cadre d'un nouvel accord à long terme pour fournir des gaz industriels au complexe du chimiste américain Dow à Stade, en Allemagne, Air Liquide va investir 40 millions d'euros afin de moderniser ses installations. Le groupe français implantera aussi une solution pour réduire de 80% les émissions de CO2 de son site allemand. Air Liquide investit à nouveau en Allemagne. Après ses récents investissements outre-Rhin dans le domaine de l'hydrogène, le groupe français de gaz industriels a dévoilé un projet de 40 millions d'euros pour son site de Stade, près d'Hambourg. Le projet ? Moderniser les unités de production installées, augmenter de 15% l'efficacité énergétique, et réduire de 15 000 tonnes par an, soit 80%, les émissions directes de CO2 du site.

## EUROPE

# Les inégalités de pouvoir d'achat persistent sur le Continent

Les différences significatives de revenu disponible en Europe soulignent l'ampleur des inégalités sur le continent, les États occidentaux et nordiques ayant en moyenne un revenu disponible plus élevé que de nombreux pays du sud et de l'est.

Deux tiers des pays les plus riches du monde se trouvent en Europe, selon l'indice de prospérité 2023 de Legatum. Mais tout le monde n'est pas riche : les inégalités de revenus sont courantes sur le vieux continent.

Le revenu moyen des ménages consacré aux dépenses et à l'épargne varie considérablement, non seulement entre les

États membres de l'UE, mais aussi entre les autres pays européens.

Il semble qu'il y ait un clivage géographique évident : les niveaux les plus élevés de revenus médians disponibles ont été enregistrés dans les pays occidentaux et nordiques, tandis que les niveaux sont plus faibles dans la plupart des États du sud et de l'est.

L'accès aux biens et aux services dans un pays dépend en grande partie de la répartition des revenus, qui varie considérablement, ce qui entraîne des inégalités.

Il peut être difficile de comparer avec précision les niveaux de revenus disponibles d'un pays à l'autre, en raison des diffé-

rences de régimes fiscaux et de niveaux de prix.

Une façon de mesurer, et de comparer les différences, consiste à examiner le revenu disponible équivalent médian par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) dans chaque pays.

Le revenu disponible des ménages est ce dont les ménages disposent pour dépenser et épargner après impôts et transferts, selon la définition d'Eurostat, l'office statistique de l'UE. Ce revenu est "équivalent", c'est-à-dire ajusté en fonction de la taille et de la composition du ménage, afin de le rendre comparable pour tous les ménages.

Les SPA permettent quant à eux de rendre les prix comparables entre les pays. Il s'agit d'une sorte de monnaie artificielle qui supprime les différences de niveau de prix, de sorte qu'un seul SPA permet d'acheter le même bien ou service dans n'importe quel pays.

Dans ce contexte, quels sont les pays d'Europe où le revenu disponible est le plus élevé et le plus faible ? Et quelle est l'ampleur des inégalités de revenus ? En 2022, le revenu disponible médian par habitant dans l'UE allait de 9 671 SPA en Bulgarie à 33 214 SPA au Luxembourg. La moyenne de l'UE était de 18 706 SPA par habitant.

## CHILI

# La recette d'Engie pour sortir du charbon sans céder ses actifs

En misant sur le développement des renouvelables dans le désert d'Atacama, Engie vient de confirmer l'arrêt de sa production de charbon au Chili d'ici à fin 2025. Le groupe français souhaite le faire sans cession d'actifs, un engagement qui nécessite d'innover. Sortir du charbon dans le monde d'ici à 2027 est des principaux engagements climatiques d'Engie. C'est aussi un défi majeur pour Catherine MacGregor, la directrice générale du groupe depuis 2021. Au Maroc, le groupe détient 33 % de la centrale de Safi (1GW) inaugurée en 2018. Primordiale pour l'alimentation électrique du pays, l'actif ne peut pas être fermé,

comme Engie l'avait fait avec la centrale d'Hazelwood en Australie en 2017 ou plus récemment avec des actifs charbon au Pérou et au Portugal. Elle devra être vendue, comme des centrales thermiques en Allemagne, aux Pays-Bas ou au Brésil. Engie opère également encore plus de 1 gigawatt (GW) de centrales thermiques charbon au Chili, dans le nord du pays, à Mejillones, après la fermeture de ses deux centrales de Tocopilla, encore un peu plus au nord, en 2020 et 2023.

Anticiper le plan gouvernemental Contrairement au chilien Colbùn, qui compte opérer sa centrale située au sud du Pays tant qu'il en a le droit, Engie explique

que ces actifs seront tous fermés, et non vendus, d'ici à fin 2025. Son concurrent Enel a lui annoncé être totalement sorti du charbon en 2022 avec la fermeture de ses deux centrales. Quant au principal opérateur de centrales électriques à charbon du Chili, l'américain AES, il n'a pour l'instant indiqué fermer d'ici à 2025 que 1,1 GW, sur les 3 GW qu'il opère au Chili, mais sans préciser comment. Ils n'y sont pas obligés. Et ce n'est pas la taxe carbone du pays, à 5 dollars la tonne, qui les motive. Mais ils savent qu'ils devront le faire. Le pays s'est fixé un objectif de 70 % d'énergies renouvelables en 2030, avec un plan non contraignant de sortie de charbon

d'ici à 2040, défini en 2019.

Un horizon «qui pourrait même être anticipé à 2030», explique le ministre de l'énergie chilien Diego Pardow, qui attend un rapport sur le sujet en avril prochain. Ce qui ne serait pas si simple. Si les premières centrales fermées «n'étaient quasiment plus appelées», celles qui restent sont utiles «à l'équilibrage du réseau», rappelle le ministre. Il y a également des questions sociales à régler. «L'un des défis que nous avons constatés est l'impact sur les emplois directs, mais aussi sur l'emploi indirect et l'activité économique associée sans les cinq vallées où les usines de carbone sont situées», explique Diego Pardow.



## YANGWANG U7 une berline électrique de plus de 1.200 chevaux

**Y**angWang a récemment dévoilé les spécificités techniques de son nouveau modèle. La U7 combine 4 moteurs électriques de 240 kW pour offrir plus de 1260 chevaux. Soit, plus de deux fois la puissance d'une BMW M5 de 625 chevaux.

En concurrence directe avec la Tesla Model S Plaid, la YangWang U7 est une berline 4 ou 5 places (en fonction de la version) qui brille par son design rappelant celui de la Porsche Taycan. L'autonomie annoncée est de 720 km pour la version d'entrée de gamme et d'autres versions ultérieures devraient disposer d'un rayon d'action de 800 km. Mais attention, cette autonomie correspond aux normes chinoises et non aux normes WLTP. L'autonomie réelle sera donc probablement bien plus basse que celle annoncée. Plutôt décevant pour une voiture équipée d'une batterie de 135 kWh, qui pèse particulière-



ment lourd sur la balance puisqu'à elle seule la batterie dépasse les 900 kg et place la U7 au-delà de la barre des 3 tonnes.

Seules des photos de l'extérieur de cette voiture électrique ont été dévoilées, révélant un design particulièrement aérodynamique. Notons aussi que la marque chinoise n'a pas encore communiqué d'information concernant le prix de cette berline qui devrait être disponible cette année pour le marché chinois et arrivera plus tard chez nous.

## ABARTH 600E

# première photo officielle du SUV électrique de 240 ch !

Abarth vient de dévoiler la photo officielle de son tout premier SUV 600e. Il n'y qu'une seule image mais cette dernière a été savamment choisie. L'auto est en dérapage driftant sur un circuit ses pneumatiques avant et arrière dégageant de la fumée, le ton est d'emblée donné !



**N**ous vous en parlions hier suite à une fuite durant le tournage d'un film publicitaire, voici aujourd'hui la première photo officielle de l'Abarth 600e. La marque au scorpion insiste sur la puissance de 240 ch de la machine électrique glissée sous le capot, un niveau jusqu'alors jamais atteint par une Abarth de série et sur le différentiel mécanique à glissement limité afin d'optimiser la motricité en toutes circonstances. L'Abarth 600e sera lancée sous la forme d'une édition limitée à 1 949 unités en référence à l'année de création d'Abarth. Baptisé Pack Scorpionissima, cette livrée est laquée d'une teinte Hypnotic Purple exclusive et reçoit un aileron imposant au sommet du hayon qui tiendra, à coup sûr, la dragée haute à celui de la future Alpine A290 attendue en concession à la fin de l'année.

**Une mécanique de 240 ch qui servira aussi à l'Alfa Romeo Milano**

Cette Abarth 600e laisse aussi, malgré elle, son lot de frustration. Dans le groupe Stellantis chacune des 14 marques a logiquement sa partition à jouer et il est in-



dispensable qu'elles ne se marchent pas sur les pieds. Ainsi, la mécanique électrique de 240 ch qui sera, vous l'aurez compris, éternisée par l'Abarth 600e servira également à son cousin technique l'Alfa Romeo Milano. Ce dernier sera d'ailleurs lancé avec cette motorisation histoire de marquer les esprits et d'assurer une certaine filiation avec ses grandes sœurs Giulia GTA et GTAM. "il cuore sportivo elettrico" en somme.

**Des regrets aussi ...**

Mais il n'est pas prévu au programme de Peugeot e-2008 aussi affûté, la griffe PSE qui un temps devait être déclinée à plusieurs modèles de la gamme de la marque au lion n'est plus d'actualité. Idem chez Opel, où un Mokka non pas OPC mais plutôt GSE eût été légitime. Et ne parlons pas d'une DS3 Performance, le modèle qui vient d'attaquer sa seconde moitié de carrière n'aura pas de version de pointe.

## UN NOUVEAU MODÈLE POUR LYNK & C La 07 EM-P

**L**es voitures chinoises continuent d'affluer et cette fois-ci c'est Lynk & Co qui nous présente un nouveau modèle. La 07 EM-P sera une berline 5 portes hybride rechargeable.

Le Ministère chinois de l'Industrie et de la Technologie de l'information a partagé les premières informations concernant le nouveau modèle de Lynk & Co. La 07 EM-P, dans un design similaire aux autres véhicules de la marque, sera une hybrid plug-in avec un moteur de 1.5 l de 161 Cv. Pour le côté électrique, aucune information officielle n'est disponible mais il est probable qu'il s'agisse d'un moteur d'une puissance de

160 kW. Le nouveau modèle Lynk & Co sera, pour le moment, la seule voiture de la marque proposant un mode entièrement électrique qui devrait offrir une autonomie de plus de 100 km.

**Un design agressif pour une voiture sage**

L'accent a visiblement été mis sur le côté aérodynamique lors de la conception pour cette nouvelle berline qui propose un design relativement agressif grâce à ses phares qui veulent rappeler des « serres de faucon ». D'une taille classique pour une voiture de sa catégorie (4.8 m de long, 1,9 m



de large et 1,4 m de haut), elle n'est clairement pas destinée à être un véhicule sportif, contrairement à la future YangWang U7

annoncée plus tôt. Ce sont plutôt les aspects pratiques, économes et esthétiques qui sont mis en avant sur cette future Lynk & Co.

## APPLE VISION PRO

# Quand les Américains réinventent l'utilisation de leur nouveau joujou à 3 500 dollars !

L'Apple Vision Pro n'est disponible que depuis une petite semaine, mais déjà les premiers utilisateurs américains ont mis à l'épreuve leur nouveau casque de réalité augmentée dans des situations plus ou moins farfelues.

L'Apple Vision Pro, c'est bien, mais pour faire quoi ? Apple s'est employée à présenter les nombreux usages possibles avec son tout premier casque de réalité augmentée (ou son ordinateur spatial, comme elle se plaît à l'appeler). Cinéma à la maison, productivité, appels vidéo ou encore enregistrement de vidéos spatiales font parmi des activités possibles et réinventées par l'appareil, mais cela ne suffisait pas à certains utilisateurs. Ces derniers se sont amusés ces derniers jours à poster de nombreuses vidéos loufoques qui mettent en avant l'Apple Vision Pro dans les situations les plus improbables possibles. C'est donc ça l'avenir ?

## Des écrans partout, tout le temps, dans son environnement

Vous avez sans doute déjà vu Minority Report, et Tom Cruise évoluer entre tous les écrans virtuels en les manipulant avec les mains. L'Apple Vision Pro permet de recréer cette scène mythique du film de Steven Spielberg en multipliant les fenêtres dans votre salon, comme le montre cet internaute, pour une productivité et une efficacité maximale.

Plus original, cet heureux possesseur d'Apple Vision Pro a eu l'idée de placer idéalement un écran dans ses toilettes. Idéal pour se détendre, dans sa bulle. L'Apple Vision Pro est aussi un compagnon assez pratique pour regarder du sport en direct. En plus de la vidéo du match, l'application dédiée peut afficher



des statistiques en temps réel sur les différents joueurs et les dernières actions de jeu.

Dernier exemple en date avec la youtubeuse iJustine, qui n'a pas hésité à embarquer l'Apple Vision Pro dans sa piscine pour profiter du beau temps. La batterie externe pose toutefois un pro-

blème lorsqu'on n'a pas de poche pour la ranger.

## L'Apple Vision prend le frais et s'utilise aussi en extérieur

Certains acheteurs de l'Apple Vision Pro n'ont évidemment pas résisté à

l'idée d'emporter leur nouveau casque de réalité augmentée au grand air, notamment ce conducteur de Tesla Cybertruck, qui profite de la conduite autonome du véhicule électrique pour travailler et évoluer dans l'espace virtuel. Bien évidemment, ce comportement est totalement inconscient, et l'on se demande même si la vidéo ci-dessous n'est pas totalement pipeautée.

Apple en a fait l'un des axes de sa communication : l'Apple Vision Pro peut également être utilisé dans un avion pour s'évader quelques heures le temps du trajet. Il faut évidemment s'habituer au look particulier donné par le casque sur la tête, mais peut-être dans quelques années, porter un casque VR dans les transports en commun n'aura plus rien de surprenant.

iJustine, décidément jamais à court d'idées, s'est quant à elle lancée le défi d'utiliser son Apple Vision Pro pour différentes activités du quotidien. La voici donc chez le coiffeur, ou encore lors d'un cours de jujitsu, non sans éviter le ridicule.

Pour terminer cette petite sélection des utilisations les plus absurdes de l'Apple Vision Pro, de nombreux acheteurs ont emmené leur casque dans la rue, sans crainte de se faire voler leur précieux à 3 500 dollars. Les Simpson avaient une nouvelle fois vu juste et prédit le futur avec une précision sidérante.

Et vous, qu'en pensez-vous, et dans quels cas d'usage vous aimeriez vous servir d'un Apple Vision Pro ?

## Un montant record de 1,1 Md\$ versé en rançons en 2023

Un rapport de Chainalysis fait ressortir une nette progression des montants extorqués par des cyberpirates à leurs victimes en 2023. Fréquences et volumes d'attaques ne sont pas en reste.

Les attaques par rançongiciels n'ont pas fini de faire parler d'elles. Et avec elles leurs salves de montants de plus en plus astronomiques : c'est en tout cas ce qui ressort de la dernière enquête de Chainalysis sur le sujet qui évalue chaque année les sommes payées à des pirates par des victimes d'attaques par rançongiciels. Après un trou d'air en 2022 avec 567 M\$, les montants extorqués dans le cadre de ces campagnes malveillantes sont nettement repartis à la hausse, atteignant la somme

pharaonique de 1,1 Md\$. Soit un niveau jamais vu jusqu'alors à comparer aux 983 M\$ de 2021, 905 M\$ de 2020 et 220 M\$ de 2019. « L'année 2023 marque un retour en force des ransomwares, avec des paiements records et une augmentation substantielle de la portée et de la complexité des attaques - un renversement significatif par rapport à la baisse observée en 2022 », fait savoir Chainalysis.

Après une année 2022 marquée par le début d'événements géopolitiques majeurs - à commencer par la guerre en Ukraine - la tendance haussière des montants récoltés grâce à des ransomwares est donc repartie de plus belle. Le fournisseur reconnaît toutefois que son travail de collecte d'informations relatives aux paie-

ments effectués commence à devenir de plus en plus ardue : « Le paysage des ransomwares est non seulement prolifique mais aussi en constante expansion, ce qui rend difficile le suivi de chaque incident ou la traçabilité de tous les paiements de rançon effectués en crypto-monnaies », avance Chainalysis.

### Fréquences et volumes d'attaques en hausse

Dans son rapport, le fournisseur pointe en 2023 une escalade majeure dans la fréquence, la portée et le volume des attaques menées par une grande variété d'acteurs, allant de grands organismes et réseaux du cybercrime organisé à des cybergangs plus petits mais non moins

performants, voire à des individus agissant pour leur propre compte.

### Police et justice en embuscade

Parmi les autres indicateurs de l'étude, on retiendra que les rançons aux montants d'un million de dollars ou ont progressé de façon significative depuis 2021. Alors qu'en juillet 2021 un peu plus de 55 % des rançons demandées étaient comprises dans cette fourchette, elles sont désormais plus de 75 % à être égales ou supérieures à 1 M\$. « ALPHV-BlackCat est également une souche RaaS comme Phobos, mais elle est plus sélective dans les affiliés qu'elle autorise à utiliser ses logiciels malveillants, recrutant et interrogeant activement les

candidats potentiels pour leurs capacités de piratage. Cela permet au groupe d'attaquer des cibles plus importantes pour des sommes plus élevées », explique Chainalysis.

Si la situation est grave elle n'est pour autant pas désespérée avec notamment plusieurs gros coups portés aux cybergangs ces derniers mois avec le démantèlement de plusieurs réseaux malveillants et quelques victoires des autorités judiciaires et des forces de police à signaler. « Le démantèlement de Hive et la perturbation de BlackCat sont deux excellents exemples de la façon dont le FBI a donné la priorité à l'assistance aux victimes, en aidant les victimes et en imposant des coûts aux mauvais acteurs », fait savoir Chainalysis.





## La nuit du doute aura lieu le 10 mars

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, samedi dans un communiqué, que demain dimanche sera le premier jour du mois de Chaâbane de l'année 1445 de l'Hégire, précisant que la nuit du doute pour l'observation du croissant lunaire du Ramadhan aura lieu le 10 mars prochain. « Le 1er jour du mois de Chaâbane (1445) sera le dimanche 11 février 2024 », a souligné la même source, ajoutant que « la nuit du doute pour l'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du mois sacré de Ramadhan de cette année est prévue le 29 Chaâbane 1445 correspondant au 10 mars prochain ».



### CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN

## Réception de 5000 colis alimentaires du holding Madar

Le Croissant-rouge algérien (CRA) a réceptionné, dimanche à Alger, des aides en nature du holding public Madar, dans le cadre de l'action humanitaire menée en prévision du mois sacré de Ramadhan. A cette occasion, la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui, a indiqué que ces aides, constituées de quelque 5.000 colis alimentaires d'une valeur de plus de 7.000 DA chacun, seront distribuées aux familles démunies durant le mois sacré, ajoutant que cette initiative « s'inscrit dans le cadre de l'action de solidarité du Croissant-Rouge algérien pour venir en aide aux familles dans le besoin tout au long de l'année et des projets durables ». « Durant le mois sacré, le CRA organisera, en coordination avec les secteurs publics, des opérations de solidarité pour que les aides bénéficient à un maximum de familles (jusqu'à 100.000 familles), notamment dans le sud et dans les zones enclavées, en plus de la prise en charge des familles nomades », a-t-elle précisé.

S'agissant des restaurants de la Rahma, la responsable a rappelé que son instance comptait actuellement 200 restaurants et entendait assurer une couverture totale au niveau de l'autoroute est-ouest et des postes frontaliers.

De son côté, le PDG du holding Madar, Charaf Eddine Amara, a affirmé que « l'opération de solidarité s'inscrit dans le cadre de la consécration, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du caractère social de l'Etat algérien ». « Elle incarne aussi la personnalité algérienne connue pour sa solidarité », a-t-il ajouté, assurant que ce genre d'actions se poursuivra après le Ramadhan.

### UNRWA

## Toute opération militaire contre Rafah sera synonyme d'une «nouvelle boucherie»

Le porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations-unies pour les réfugiés (UNRWA), Tamara Al-Rifa'i, a affirmé, dimanche, qu'il n'y a désormais plus d'endroits sûrs pour la population de Rafah, au sud de la bande de Ghaza, avertissant que « toute opération contre cette région sera synonyme d'une nouvelle boucherie ».

« Il faut savoir qu'à Rafah, les habitants sont amassés les uns à côté des autres et que toute opération militaire les visant sera synonyme d'une boucherie », a-t-il mis en garde dans un communiqué relayé par l'agence de presse Wafa, dénonçant les frappes de dimanche, faisant 25 martyrs et des dizaines de blessés parmi des réfugiés palestiniens.

La ville de Rafah est le dernier refuge des déplacés de la bande de Ghaza sinistrée. Depuis le début de l'opération terrestre lancée par l'entité sioniste sur la bande de Ghaza le 27 octobre, les Palestiniens ont opté pour cette région en quête d'un lieu sûr.

Plusieurs Etats et organisations internationales ont mis en garde contre une éventuelle offensive de l'armée sioniste contre Rafah, soulignant que les répercussions de cette opération seront « catastrophiques ».

### DIPLOMATIE

## Tebboune reçoit les lettres de créance de nouveaux ambassadeurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, les lettres de créances des nouveaux ambassadeurs du Mexique, d'Italie et de Serbie auprès de l'Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, les lettres de créances des ambassadeurs suivants : -Son excellence Monsieur José Ignacio Madrazo Bolivar, en sa qualité d'ambassadeur des Etats-Unis mexicains, - Son excellence Monsieur Alberto Cutillo, en sa qualité d'ambassadeur de la République italienne,

- Son excellence Mme Ana Petkovic, en sa qualité d'ambassadrice de la République de Serbie », lit-on dans le communiqué. « La cérémonie s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf », selon la même source. Le nouvel ambassadeur de la République italienne en Algérie, M. Alberto Cutillo, s'est félicité des relations fraternelles entre son pays et l'Algérie, affirmant qu'il œuvrera à leur consolidation. Dans une déclaration à la presse à l'is-

sue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Cutillo a indiqué « avoir remis les lettres de créance, signées par le Président italien, M. Sergio Mattarella, au président de la République algérienne, M. Abdelmadjid Tebboune ». « C'est un honneur pour moi d'être nommé ambassadeur d'Italie auprès de ce merveilleux pays et du peuple algérien frère. J'assume la responsabilité d'aller de l'avant pour consolider les relations fraternelles entre les deux pays et faire de mon mieux pour atteindre cet objectif », a-t-il souligné.

### DEMANDE DE FINANCEMENT EN LIGNE

## La BDL lance une plateforme numérique

La Banque de développement local (BDL) a lancé une plateforme numérique dédiée à la demande de financement en ligne pour plus de transparence et de flexibilité, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué. Destinée à la clientèle de la banque, professionnels, particuliers et sociétés, la plateforme permettra de contracter des financements de façon simple et rapide via le site de la banque [www.bdl.dz](http://www.bdl.dz) ou bien à travers l'application mobile DIGITBDL disponibles 24h/24 et

7j/7, précise le communiqué. Pour ce qui est des crédits classiques, la demande de financement à distance concerne les crédits de consommation, d'investissement, les crédits pour les PME, les micro-entreprises, les grandes entreprises, les start-up et les crédits pour la promotion touristique. Concernant le financement islamique, la demande à distance concerne les particuliers pour les formules Mourabaha consommation, Mourabaha véhicule et la location-vente pour l'achat d'un

foncier. Concernant les entreprises, les clients de la banque peuvent demander un financement pour Mourabaha exploitation et Mourabaha investissement, selon la même source. Les utilisateurs de ce service peuvent introduire les informations essentielles de leur projet, à l'instar du montant et de la durée du financement ainsi que la nature du projet. Cette plateforme propose également un modèle de financement permettant aux demandeurs d'obtenir une estimation du montant de leur financement grâce à

l'opération de simulation disponible. Pour toute demande de financement en ligne, les utilisateurs du service doivent d'abord créer un compte via le lien de redirection sur le site de la banque <https://banqueenligne.bdl.dz/auth/register>, puis cliquer sur « Mes financements » et « Demander un nouveau financement », choisir le type de financement souhaité et renseigner les informations requises, à l'instar du montant, de la durée, des intérêts et des garanties.

### CNAS

## Les cancéreux non-assurés appelés à déposer leur dossier pour obtenir la carte Chifa

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a appelé, samedi, les personnes atteintes de cancer non bénéficiaires d'une couverture sociale à se rendre à la structure CNAS la plus proche, pour déposer leur dossier afin d'obtenir la carte Chifa, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. « Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant prise en charge totale et immédiate des cancéreux non bénéficiaires d'une couverture sociale, la CNAS appelle ces derniers à se rendre à la structure CNAS la plus proche dans leur wilaya de résidence, afin d'obtenir la carte Chifa leur permettant de bénéficier du

médicament prescrit dans le cadre du système du tiers payant auprès des pharmacies conventionnées », lit-on dans un communiqué de la CNAS. Les concernés doivent se présenter « munis d'un certificat médical établi par un médecin spécialiste attestant être atteints de cancer, d'une copie de la carte d'identité et d'une photo », selon la même source. Pour rappel, le Président de la République avait enjoint, en procédant à l'installation de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, d'assurer une prise en charge totale et immédiate des cancéreux qui ne bénéficient pas d'une assurance sociale, sans qu'ils aient à accomplir les procédures administratives au préalable. Dans l'objectif de soulager

les familles des patients, le président de la République a également ordonné de prendre en charge les malades dès leur arrivée aux cliniques, avec la prise de toutes les procédures thérapeutiques et la mise à disposition des équipements médicaux à l'instar des réactifs de laboratoire et les médicaments, pour briser les procédures bureaucratiques. Le président de la République a, en outre, ordonné la formation de médecins radiologues, en vue d'un dépistage précoce du cancer dans les instituts spécialisés, en recourant à toutes les capacités de formation, dont les moyens de la santé militaire, avec la création d'un dispositif exécutif de gestion administrative et financière, de contrôle et de lutte contre le cancer, la Commission nationale étant une instance consultative.